EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS

		ÉDITION PARTIELLE	ÉDITION COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an..	40 fr.	60 fr.
	6 mois..	25 »	38 »
	3 mois..	15 »	22 »
France et Colonies	Un an..	50 »	75 »
	6 mois..	30 »	45 »
	3 mois..	18 »	28 »
Étranger	Un an..	100 »	150 »
	6 mois..	60 »	90 »
	3 mois..	36 »	55 »

Changement d'adresse : 2 francs

LE « BULLETIN OFFICIEL » PARAIT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou *édition partielle* : dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc...
- 2° Une deuxième partie : *publicité réglementaire, légale et judiciaire* (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc...)

Seule l'édition partielle est vendue séparément

On peut s'abonner à l'Imprimerie Officielle à Rabat, à l'Office du Protectorat à Paris et dans les bureaux de poste de l'Office chérifien des P. T. T. Les règlements peuvent s'effectuer au compte courant de chèques postaux de M. le Trésorier général du Protectorat, n° 100-00, à Rabat.

PRIX DU NUMÉRO :

Édition partielle.....	1 franc
Édition complète.....	1 fr. 50

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires	La ligne de 27 lettres	2 francs

(Arrêté résidentiel du 28 juin 1930)

Pour la publicité-réclame, s'adresser à l'Agence Havas, Avenue Dar el Malkhen, 3, Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

	Pages		
Dahir du 1 ^{er} mars 1933 (4 kaada 1351) autorisant la vente de quatre lots de colonisation (Rabat)	302	Arrêté viziriel du 15 mars 1933 (18 kaada 1351) portant nomination de M. Chamoun Pinto, en qualité de membre du comité de la communauté israéliite de Midelt	308
Dahir du 5 mars 1933 (8 kaada 1351) autorisant la vente d'un immeuble domanial, sis à Mechra ben Abbou (Chaouâ-sud)	302	Arrêté viziriel du 20 mars 1933 (23 kaada 1351) portant annulation de l'attribution provisoire de parcelles de terrain domanial à un ancien combattant marocain	308
Dahir du 10 mars 1933 (13 kaada 1351) portant règlement du budget spécial du contrôle civil autonome des Doukkala pour l'exercice 1931-1932, et approbation du budget additionnel à l'exercice 1932	303	Arrêté viziriel du 20 mars 1933 (23 kaada 1351) approuvant les conditions de réalisation et de remboursement de l'emprunt de six millions de francs contracté par la ville de Fès, auprès du Crédit foncier de France	308
Dahir du 15 mars 1933 (18 kaada 1351) approuvant la nouvelle convention et le cahier des charges pour la concession d'une distribution d'énergie électrique dans la ville de Fès	303	Dahir du 21 mars 1933 (24 kaada 1351) autorisant la ville de Fès à contracter auprès du Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie un emprunt à court terme	309
Dahir du 15 mars 1933 (18 kaada 1351) modifiant le dahir du 1 ^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) sur le régime des eaux	304	Arrêté viziriel du 1 ^{er} avril 1933 (4 hija 1351) fixant les conditions dans lesquelles peuvent être utilisées pour les besoins du service les voitures automobiles acquises de leurs deniers par certains agents du service des perceptions	309
Dahir du 27 mars 1933 (30 kaada 1351) portant interdiction temporaire d'importation, en zone française de l'Empire chérifien, des animaux vivants des espèces bovine, ovine, caprine et porcine et des viandes réfrigérées ou congelées en provenance du Danemark	304	Arrêté résidentiel fixant l'itinéraire pour 1933 des commissions de classement des animaux	309
Arrêté viziriel du 4 mars 1933 (7 kaada 1351) homologuant les opérations de délimitation des immeubles collectifs dénommés : « Bled Sialh Remlia », « Bled Oulad Yssek Remlia », « Bled Messour Remlia », Bled Zaalqa », « Bled Oulad Talha Hababna », « Bled Sdoud Remlia » et « Bled Aniriyne Remlia », situés sur le territoire de la tribu des Sefiane (Souk el Arba du Rharb)	304	Ordre du général de division, commandant supérieur des troupes du Maroc, portant interdiction, dans la zone française de l'Empire chérifien, du journal intitulé « Tierra Libertad »	313
Arrêté viziriel du 5 mars 1933 (8 kaada 1351) autorisant l'acquisition de neuf parcelles de terrain, sises à Tighboula (Tadla)	306	Arrêté du directeur général des travaux publics portant interdiction de se servir d'allumettes et de fumer dans les magasins et sous les hangars exploités par la « Manutention marocaine », à Casablanca	313
Arrêté viziriel du 10 mars 1933 (13 kaada 1351) portant renouvellement des membres de la commission de recensement de la taxe urbaine, à Agadir	306	Arrêté du directeur général des travaux publics autorisant M. Pierre Delmas à établir un dépôt d'explosifs dans la vallée de l'oued El Akreuch	313
Arrêté viziriel du 13 mars 1933 (16 kaada 1351) autorisant l'acquisition des droits de deux particuliers sur une parcelle de terrain, sise à Borm el Alem (Tadla)	307	Arrêté du directeur général des travaux publics portant constitution de l'Association syndicale agricole privilégiée des usagers des puits I du bled R'Bath	314
Arrêté viziriel du 15 mars 1933 (18 kaada 1351) autorisant et déclarant d'utilité publique l'acquisition d'immeubles par la municipalité de Setlat, et classant ces immeubles au domaine public de la ville	307	Arrêté du directeur général des travaux publics portant constitution de l'Association syndicale agricole pour l'utilisation des eaux de l'aïn Es Sa et de l'aïn Ghezil » (contrôle civil de Salé)	315
		Arrêté du directeur général des travaux publics portant constitution de l'association syndicale agricole privilégiée dite « de la merja Bou Khardja »	316
		Arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation établissant la liste des experts officiels chargés, pour 1933, de procéder aux contre-expertises en matière de répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles	317

Arrêté du directeur des eaux et forêts relatif à la destruction des lapins	318
Nomination d'un commissaire du Gouvernement près le tribunal du pacha de Meknès	318
Insertions légales, réglementaires et judiciaires	318
Création d'un bureau de l'enregistrement et du timbre à Agadir	319
Concessions de pensions civiles	319
Homologation des élections des fonctionnaires chérifiens membres de la commission de réforme	319
Autorisation d'association	319
Mouvements de personnel dans les administrations du Protectorat	319
Promotions réalisées en application des dahirs des 27 décembre 1924, 8 mars et 7 avril 1928 attribuant aux agents des services publics des bonifications et majorations d'ancienneté au titre des services militaires accomplis par eux	321
Liste des permis de prospection rayés pour renonciation, non-paiement des redevances ou fin de validité	321
Liste des permis de recherche accordés pendant le mois de mars 1933	322
Liste des permis de prospection accordés pendant le mois de mars 1933	322
Liste des permis de recherche rayés pour renonciation, non-paiement des redevances ou fin de validité	322

PARTIE NON OFFICIELLE

Tertib et prestations de 1933	322
Statistique des opérations de placement pendant la semaine du 20 au 26 mars 1933	323
Avis de mise en recouvrement du rôle des prestations dans diverses localités	324

PARTIE OFFICIELLE

DAHIR DU 1^{er} MARS 1933 (4 kaada 1351)
 autorisant la vente de quatre lots de colonisation (Rabat).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, sous condition résolutoire, la vente aux attributaires ci-après dénommés de quatre lots de colonisation dits « M'Sellet-État » (Rabat), désignés au tableau ci-dessous :

N ^{os} DES LOTS	SUPERFICIES	NOMS DES ATTRIBUTAIRES	PRIX
1	322 ha. 50 a.	Rocher Alexis	343.000 francs
2	272 ha.	Balzon Justin	290.000 —
3	270 ha.	Lopez Antoine	287.000 —
4	265 ha. 10 a.	Schardt Bernard	282.000 —

ART. 2. — Cette vente est consentie aux clauses et conditions générales et de paiement stipulées au cahier des charges afférent à la vente des lots de colonisation en 1930, et suivant des clauses et conditions spéciales de mise en valeur.

ART. 3. — Les actes de vente devront se référer au présent dahir.

Fait à Rabat, le 4 kaada 1351,
(1^{er} mars 1933).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 22 mars 1933.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.

DAHIR DU 5 MARS 1933 (8 kaada 1351)
 autorisant la vente d'un immeuble domanial,
 sis à Mechra ben Abbou (Chaouïa-sud).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente à M. Serva-jean Claude de deux parcelles de terrain à prélever sur l'immeuble domanial dit « Terrain militaire de Mechra ben Abbou », d'une superficie approximative de sept mille trois cent dix mètres carrés (7.310 mq.), situé sur le territoire de la tribu des Oulad Bouziri (Chaouïa).

ART. 2. — Cette vente est consentie au prix de vingt-cinq centimes (0 fr. 25) le mètre carré, payable dès la passation de l'acte de vente, et emporte obligation pour l'acquéreur de construire sur les parcelles vendues des bâtiments en matériaux durables d'une valeur de trente-cinq mille francs (35.000 fr.), dans un délai de deux ans et demi à compter de la date de la vente.

ART. 3. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

Fait à Rabat, le 8 kaada 1351,
(5 mars 1933).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 22 mars 1933.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.

DAHIR DU 10 MARS 1933 (13 kaada 1351)
portant règlement du budget spécial du contrôle civil autonome des Doukkala pour l'exercice 1931-1932, et approbation du budget additionnel à l'exercice 1932.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 22 décembre 1928 (9 rejeb 1347) portant organisation des budgets spéciaux des régions civiles de Rabat et du Rharb, des contrôles civils autonomes des Doukkala (Mazagan), Abda-Ahmar (Safi), Mogador et Oued Zem, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté viziriel du 22 décembre 1928 (9 rejeb 1347) portant règlement sur la comptabilité de ces budgets spéciaux;

Vu les résultats du compte administratif de l'exercice 1931-1932 produit par le contrôleur civil, chef du contrôle civil des Doukkala, après avis du secrétaire général du Protectorat et du directeur général des finances,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont arrêtés aux chiffres ci-après, les résultats du compte administratif résumant les opérations du budget spécial du contrôle civil des Doukkala pour l'exercice 1931-1932 :

Recettes	3.403.812 00
Dépenses	2.039.513 85

faisant ressortir un excédent de recettes de.. 1.364.298 15 qui sera reporté au budget spécial du contrôle civil autonome des Doukkala pour l'exercice 1932, ainsi qu'une somme de 2.106 francs représentant les restes à recouvrer des exercices clos.

ART. 2. — Sont autorisées les adjonctions suivantes au budget de l'exercice en cours :

A. — RECETTES

CHAPITRE PREMIER

Art. 3 (nouveau). — Excédent de recettes de l'exercice 1931-1932. 1.364.298 15

Art. 4 (nouveau). — Restes à recouvrer des exercices clos

TOTAL DES RECETTES..... 1.366.404 15

B. — DÉPENSES

CHAPITRE 2

Matériel

Art. 4. — Achat, renouvellement et entretien du matériel et des animaux. 120.000 00

CHAPITRE 3

Travaux d'entretien et travaux neufs

Art. 2. — Travaux neufs

CHAPITRE 4

Dépenses d'exercices clos

TOTAL DES DÉPENSES..... 860.530 03

ART. 3. — Le directeur général des finances et le contrôleur civil, chef du contrôle civil autonome des Doukkala, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent dahir.

Fait à Rabat, le 13 kaada 1351,
(10 mars 1933).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 mars 1933.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale.
URBAIN BLANC.

DAHIR DU 15 MARS 1933 (18 kaada 1351)
approuvant la nouvelle convention et le cahier des charges pour la concession d'une distribution d'énergie électrique dans la ville de Fès.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 29 janvier 1918 (15 rebia II 1336) réglementant les conditions relatives à la délivrance des autorisations, permissions et concessions de distribution d'énergie électrique, au fonctionnement et au contrôle des dites distributions, modifié par le dahir du 21 janvier 1922 (22 joumada I 1340);

Vu la convention de la concession par la ville de Fès à M. Paul Jordan d'une distribution d'énergie électrique, en date du 24 juillet 1914, approuvée le 24 octobre 1914, et le cahier des charges y annexé;

Vu l'arrêté viziriel du 22 janvier 1918 (9 rebia II 1336) autorisant la substitution à M. Paul Jordan de la Compagnie fassi d'électricité dans le bénéfice, les charges et obligations de la concession du 24 juillet 1914;

Vu les dahirs des 16 octobre 1922 (24 safar 1341), 22 avril 1927 (19 chaoual 1345), 29 juin 1929 (21 moharrem 1348) et 29 juin 1929 (21 moharrem 1348) approuvant des avenants à la concession précitée;

Vu l'avis émis par la commission municipale de Fès, dans sa séance du 4 janvier 1933;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur général des travaux publics,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Sont approuvés la convention conclue le 15 décembre 1932 entre le pacha de la ville de Fès et M. Albert Petsche, président de la Compagnie fassi d'électricité, en vue de la concession d'une distribution d'énergie électrique dans la ville de Fès, et son cahier des charges, tels qu'ils sont annexés à l'original du présent dahir.

Fait à Rabat, le 18 kaada 1351,
(15 mars 1933).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 mars 1933.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.

DAHIR DU 15 MARS 1933 (18 kaada 1351)
modifiant le dahir du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344)
sur le régime des eaux.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Le deuxième alinéa de l'article 6 du dahir du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) sur le régime des eaux, tel qu'il a été modifié par le dahir du 2 juillet 1932 (27 safar 1351), est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 6. —

« Toutefois, il y aura lieu à autorisation préalable, « dans la forme indiquée à l'article 13 du présent dahir, « si le propriétaire du fonds procède à l'aménagement de « points d'eau, de captage par gravité ou forage de puits, « en vue : soit d'une irrigation ou d'un usage industriel « susceptible d'entraîner une consommation supérieure à « 200 mètres cubes par jour ; soit de la vente d'eau de table « ou d'eau à usage thérapeutique ; soit de l'utilisation thé- « rapeutique d'eau thermale ou minérale. »

Fait à Rabat, le 18 kaada 1351,
(15 mars 1933).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 mars 1933.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.

DAHIR DU 27 mars 1933 (30 kaada 1351)
portant interdiction temporaire d'importation, en zone
française de l'Empire chérifien, des animaux vivants des
espèces bovine, ovine, caprine et porcine et des viandes
réfrigérées ou congelées en provenance du Danemark.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 12 juillet 1914 (18 chaabane 1332) édictant des mesures de police sanitaire vétérinaire à l'importation des animaux et produits animaux, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Considérant que la récente importation de bétail en provenance du Danemark a provoqué une explosion de fièvre aphteuse dans le périmètre urbain de Casablanca et qu'il y a intérêt à protéger le cheptel marocain contre les importations de même origine, susceptibles d'aggraver l'épidémie,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — L'importation, en zone française de l'Empire chérifien, des animaux vivants des espèces

bovine, ovine, caprine et porcine, ainsi que des viandes réfrigérées ou congelées en provenance du Danemark, est provisoirement interdite.

Fait à Rabat, le 30 kaada 1351,
(27 mars 1933).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 mars 1933.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 4 MARS 1933

(7 kaada 1351)

homologuant les opérations de délimitation des immeubles collectifs dénommés « Bled Siah Remlia », « Bled Oulad Yssek Remlia », « Bled Messour Remlia », « Bled Zaalqa », « Bled Oulad Talha Hababna », « Bled Sdouk Remlia » et « Bled Amiryne Remlia », situés sur le territoire de la tribu des Sefiane (Souk el Arba du Rharb).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives, complété par le dahir du 16 février 1933 (21 chaoual 1351) ;

Vu l'arrêté viziriel du 5 décembre 1930 (13 rejeb 1349) ordonnant la délimitation des immeubles collectifs dénommés : « Bled Siah Remlia », « Bled Oulad Yssek Remlia », « Bled Messour Remlia », « Bled Zaalqa », « Bled Oulad Tabla Hababna », « Bled Sdouk Remlia » et « Bled Amiryne Remlia », situés sur le territoire de la tribu des Sefiane (Souk el Arba du Rharb) ;

Attendu que la délimitation des immeubles précités a été effectuée à la date fixée, et que tous les formalités antérieures et postérieures à cette opération, prescrites par les articles 3, 4, 5 et 7 du dahir susvisé, ont été accomplies dans les délais légaux ;

Vu les procès-verbaux, en date des 24, 25, 26 et 27 mars 1931, établis par la commission prévue à l'article 2 du dahir précité, qui a procédé aux opérations de délimitation ;

Vu l'avenant en date du 10 décembre 1931 ;

Vu le procès-verbal d'accord entre les Oulad Messour et les Oulad Mouar, en date du 27 mars 1931 ;

Vu le certificat établi par le conservateur de la propriété foncière à la date du 8 juin 1932, conformément aux prescriptions de l'article 6 du même dahir, et attestant :

1° Qu'aucune immatriculation n'est antérieurement intervenue sur une parcelle comprise dans le périmètre des immeubles collectifs délimités comme il est dit ci-dessus ;

2° Qu'aucune opposition à la délimitation dudit périmètre n'a fait l'objet du dépôt d'une réquisition d'immatriculation ;

Vu le plan sur lequel sont indiqués par un liséré rose les immeubles collectifs délimités ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes, tuteur des collectivités,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont homologuées, conformément aux dispositions de l'article 6 du dahir susvisé du 18 février 1924 (12 rejeb 1342), les opérations de délimitation des

immeubles collectifs dénommés : « Bled Siah Remlia », « Bled Oulad Yssef Remlia », « Bled Messour Remlia », « Bled Zaalqa », « Bled Oulad Talha Hababna », « Bled Sdoud Remlia » et « Bled Amiriyye Remlia », situés sur le territoire de la tribu des Sefiane (Souk el Arba du Rharb).

ART. 2. — Ces immeubles ont une superficie approximative de trois mille neuf cent soixante-six hectares quatre-vingts ares (3.966 ha. 80 a.).

Leurs limites sont et demeurent fixées ainsi qu'il suit :

I. « *Bled Siah Remlia* », quatre cent quatre-vingt-cinq hectares (485 ha.), appartenant à la collectivité des Siah.

De B. 15 à B. 60, éléments droits ;

De B. 60 à B. 61, une haie d'aloès ;

De B. 61 à B. 63, un fossé ;

De B. 63 à B. 5 (Oulad Yssef), éléments droits.

Riverain : « Bled Oulad Yssef Remlia » (dél. 123) ;

De B. 5 (Oulad Yssef) à B. 45 (Amiriyye), éléments droits.

Riverain : « Bled Messour Remlia » (dél. 123) ;

De B. 45 (Amiriyye) à B. 10, ligne droite.

Riverain : cheik Si Selham bou Mehdi ;

De B. 10 à B. 14, éléments droits ;

De B. 14 à B. 15, ravin d'Aïn Fedral.

Riverain : collectif « Khennacha » (dél. 124).

II. « *Bled Oulad Yssef Remlia* », quatre cent quatre-vingt-douze hectares (492 ha.), appartenant à la collectivité des Oulad Yssef Remlia.

De B. 15 à B. 17, éléments droits.

Riverain : collectif « Khennacha » (dél. 124) ;

De B. 17 à B. 46 (D.F.), limite commune avec le domaine forestier « Forêt d'Aïn Felfel » ;

De B. 46 (D.F.) à B. 1, limite commune avec la propriété dite « Bled Touilat Makada » (T. 2316 R.) ;

De B. 1 à B. 3, éléments droits.

Riverain : collectif « Zaalqa » (dél. 123) ;

De B. 3 à B. 5, la piste de 10 mètres de merja « Ras Daoura » à Souk el Arba.

Riverain : « Bled Messour Remlia » (dél. 123) ;

De B. 5 à B. 15, limite commune avec l'immeuble collectif « Bled Siah Remlia » (dél. 123) ;

Enclave : Souk et Tnine, délimité par les bornes 18, 19, 20, 21 et 22.

III. « *Bled Messour Remlia* », 2 parcelles, appartenant à la collectivité des Oulad Messour Remlia.

1^{re} parcelle : mille quatre cent soixante-quinze hectares (1.475 ha.).

De B. 45 (Amiriyye) à B. 5 (Oulad Yssef), limite commune avec l'immeuble collectif « Bled Siah Remlia » (dél. 123) ;

De B. 5 (Oulad Yssef) à B. 3 (Oulad Yssef), limite commune avec l'immeuble collectif « Bled Oulad Yssef Remlia » (dél. 123) ;

De B. 3 (Oulad Yssef) à B. 25 (Zaalqa), piste de 10 mètres de Souk et Tnine à Souk et Tleta.

Riverain : immeuble collectif « Zaalqa » (dél. 123) ;

De B. 25 (Zaalqa) à B. 36 (Sdoud), piste de 10 mètres de Souk et Tnine à Souk et Tleta ;

De B. 36 (Sdoud) à B. 30 (D.P.), éléments droits.

Riverain : « Bled Sdoud Remlia » (dél. 123) ;

De B. 30 (D.P.) à B. 53, ligne droite.

Riverain : « Khoumous Oulad Kacem Sdoud » (dél. 121) ;

De B. 53 à B. 51, éléments droits ;

De B. 51 à B. 5 (Oulad Kacem), piste de 10 mètres de Souk et Tnine à Souk et Tleta.

Riverains : Oulad Mouar ;

De B. 5 (Oulad Kacem) à B. 7 (Oulad Kacem), limite commune avec « Bled Oulad Kacem Remlia » (dél. 121) ;

De B. 7 (Oulad Kacem) à B. 13 (Oulad Abdallah), limite commune avec « Bled Abdallah Remlia » (dél. 121) ;

De B. 13 (Oulad Abdallah) à B. 20 (Slatna), limite commune avec « Bled Slatna » (dél. 121) ;

De B. 20 (Slatna) à B. 29 (Oulad Moussa), limite commune avec « Bled Oulad Moussa Remlia » (dél. 121) ;

De B. 29 (Oulad Moussa) à B. 46 (Oulad Acem), limite commune avec « Bled Oulad Acem Remlia » (dél. 121) ;

De B. 46 (Oulad Acem) à B. 45 (Amiriyye), éléments droits.

Riverain : « Bled Amiriyye Remlia » (dél. 123) ;

2^e parcelle : sept hectares vingt ares (7 ha. 20 a.).

De B. 29 (D.P.) à B. 4 (Oulad Kacem), limite commune avec « Bled Oulad Kacem Remlia » (dél. 121) ;

De B. 4 (Oulad Kacem) à B. 54 (Oulad Kacem), ligne droite.

Riverains : Oulad Mouar ;

De B. 54 à B. 29 (D.P.), limite commune avec « Khoumous Oulad Kacem Sdoud » (dél. 121) ;

IV. « *Zaalqa* », cent soixante-trois hectares vingt ares (163 ha. 20 a.), appartenant à la collectivité des Zaalqa.

De B. 1 à B. 3, limite commune avec « Bled Oulad Yssef Remlia » (dél. 123) ;

De B. 3 à B. 25, limite commune avec « Bled Oulad Messour Remlia » (1^{re} parcelle, dél. 123) ;

De B. 25 à B. 28, éléments droits.

Riverain : « Bled Sdoud Remlia » (dél. 123) ;

De B. 28 à B. 32 (T. 2316), éléments droits.

Riverain : « Bled Oulad Talha Hababna » (dél. 123) ;

De B. 32 (T. 2316) à B. 1, limite commune avec propriété dite « Bled Touilat Makada » (T. 2316 R.).

V. « *Bled Oulad Talha Hababna* », trois cent quatre-vingt-trois hectares vingt ares (383 ha. 20 a.), appartenant à la collectivité des Oulad Talha Hababna.

De B. 32 (T. 2316) à B. 25 (T. 2316), limite commune avec propriété dite « Bled Touilat Makada » (T. 2316 R.) ;

De B. 25 (T. 2316) à B. 1 (T. 597 R.), ligne droite coupant la piste de 20 mètres de Souk Tnine à Souk el Arba ;

De B. 1 (T. 597 R.) à B. 41 (T. 597 R.), limite commune avec propriété dite « Azib Karia Daouia » (T. 597 R.) ;

De B. 41 (T. 597 R.) à B. 28 (Zaalqa), éléments droits.

Riverain : « Bled Sdoud Remlia » (dél. 123) ;

De B. 28 (Zaalqa) à B. 32 (T. 2316), limite commune avec l'immeuble « Zaalqa » (dél. 123).

VI. « Bled Sdoud Remlia », quatre cent quatre-vingt-cinq hectares vingt ares (485 ha. 20 a.), appartenant à la collectivité des Sdoud.

De B. 41 (T. 597 R.) à B. 34 (T. 597 R.), limite commune avec propriété dite « Azib Karia Daoufa » (T. 597 R.);
De B. 34 (T. 597 R.) à B. 27 (T. 1803 R.), ligne droite.
Riverain : Sdoud ou Habous de Sidi Mahfoud ;

De B. 27 (T. 1803 R.) à B. 30 (D.P.), limite commune avec l'immeuble « Khoumous Oulad Kacem Sdoud » (dél. 121);

De B. 30 (D.P.) à B. 25 (Zaalqa), limite commune avec « Bled Messour Remlia » (1^{re} parcelle, dél. 123);

De B. 25 (Zaalqa) à B. 28 (Zaalqa), limite commune avec l'immeuble « Zaalqa » (dél. 123);

De B. 28 (Zaalqa) à B. 41 (T. 597 R.), limite commune avec « Bled Oulad Talha Hababna » (dél. 123).

VII. « Bled Amiriyne Remlia », quatre cent soixante-seize hectares (476 ha.), appartenant à la collectivité des Amiriyne.

De B. 24 (D.P.) à B. 45, éléments droits.

Riverain : cheikh Si Sellam Bou Medhi ;

De B. 45 à B. 46 (Oulad Acem), limite commune avec « Bled Messour Remlia » (1^{re} parcelle, dél. 123);

De B. 46 (Oulad Acem) à B. 30 (D.P.), limite commune avec « Bled Oulad Acem Remlia » (dél. 121);

De B. 30 (D.P.) à B. 24 (D.P.) limite commune avec domaine public « Merja Ras Daoura ».

Les limites ci-dessus énoncées sont indiquées par un liséré rose sur le plan annexé au présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 7 kaada 1351,
(4 mars 1933).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 mars 1933.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 5 MARS 1933

(8 kaada 1351)

autorisant l'acquisition de neuf parcelles de terrain, sises à Tighboula (Tadla).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1355) sur la comptabilité publique, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée l'acquisition de neuf parcelles de terrain sises à Tighboula (Tadla), désignées au tableau ci-après :

N°s DES PARCELLES	NOMS DES PROPRIETAIRES	SUPERFICIES	PRIX D'ACIAT
		HA. A. CA.	FRANCS
1	Ghazi ou Irem et Rahma N'Aït ou Salem	59 50	297,50
2	Raho ou Moh, Moha ou Ali, Brahim ou Ali, Mimoun ou Ali, Ali ou Ahmed, Mohamed ou Ahmed, Mimoun ou Ahmed et M'Barck ou Ahmed.	49 60	248,00
3	Haddou ou Khouya et M'Barck ou Akki	63 70	318,50
4	Ali ou Saïd	35 24	352,40
5	Salah ou Ba	42 20	422,00
6	Ali ou Belgas	52 26	522,60
7	Moha ou Bekhan, Basso ou Housseïn, Ali ou Mimoun et Mimoun ou M'Barck	70 80	708,00
8	Ou Quechmih ould Haddou Mimoun et M'Barck ou Ben- naceur	70 00	350,00
9	Moha ou Basso et Raho ou Iha	30 30	60,60
TOTALS.....		4 73 60	3.279,60

ART. 2. — Le chef du service des domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 8 kaada 1351,
(5 mars 1933).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 mars 1933.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 10 MARS 1933

(13 kaada 1351)

portant renouvellement des membres de la commission de recensement de la taxe urbaine, à Agadir.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 24 juillet 1918 (15 chaoual 1336) portant réglementation de la taxe urbaine, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont désignés pour faire partie, avec le chef des services municipaux et le contrôleur des impôts et contributions, de la commission chargée d'effectuer, sous la présidence du pacha, le recensement de la taxe urbaine dans la ville d'Agadir, à partir du 1^{er} janvier 1933 :

MM. Barutel Fernand ;
 Boisseuil Louis ;
 Laporte Charles ;
 Martinot Auguste ;
 Si Embarek Naït Addi ;
 Maalem Bou Sellam ben Mohamed ;
 Si Chaffaï ben Omar ;
 Si Lahsen Bihi ;
 Maalem Ahmed el Gadiri ;
 Si Embarek ben Mohamed el Aïssaoui ;
 Chikh Ichoua el Gadiri ;
 Yaïch Ibisror.

*Fait à Rabat, le 13 kaada 1351,
 (10 mars 1933).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 mars 1933.

*Le ministre plénipotentiaire,
 Délégué à la Résidence générale,
 URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 13 MARS 1933

(16 kaada 1351)

autorisant l'acquisition des droits de deux particuliers sur une parcelle de terrain, sise à Rorm el Alem (Tadla).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée l'acquisition des droits appartenant à Ali ou Kebbab ben Moussa et à Abida ben Moussa sur une parcelle de terrain dénommée « Ancien jardin des affaires indigènes », inscrite sous le n° 2 au sommier de consistance des biens domaniaux de Rorm el Alem (Tadla), d'une superficie approximative de quatre-vingts ares (80 a.), sise en ce centre, au prix global de mille francs (1.000 fr.), payable ainsi qu'il suit : sept cent cinquante francs (750 fr.) à Ali ou Kebbab et deux cent cinquante francs (250 fr.) à Abida ben Moussa.

ART. 2. — Le chef du service des domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 16 kaada 1351,
 (13 mars 1933).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 mars 1933

*Le ministre plénipotentiaire,
 Délégué à la Résidence générale,
 URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 15 MARS 1933

(18 kaada 1351)

autorisant et déclarant d'utilité publique l'acquisition d'immeubles par la municipalité de Settat, et classant ces immeubles au domaine public de la ville.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal, modifié par l'arrêté viziriel du 2 février 1931 (13 ramadan 1349) ;

Vu l'avis émis par la commission municipale de Settat, dans sa séance du 17 décembre 1931 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis des directeurs généraux des finances et des travaux publics.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée et déclarée d'utilité publique, en vue du redressement de la rue Monalin el Oued, à Settat, l'acquisition par cette ville des immeubles désignés ci-après :

1^{er} Un terrain bâti d'une superficie de vingt et un mètres carrés cinquante décimètres carrés (21 mq. 50), appartenant aux héritiers du caïd Ali ben Hadj Maati, représentés par El Fkih ben Dabo ben Hadj Maati, tel qu'il est figuré par la partie teintée en vert sur le plan annexé à l'original du présent arrêté, au prix global de quatorze mille francs (14.000 fr.) ;

2^o Un droit de zina appartenant à Youssef Ouanoun Settati et la construction que ce dernier a élevée en vertu de ce droit sur le terrain figuré en rouge sur le même plan, au prix global de quatre mille francs (4.000 fr.) ;

3 Une parcelle de terrain sur laquelle est édifiée la construction précédente, d'une superficie de vingt-cinq mètres carrés (25 mq.) teintée en rouge sur le même plan, cédée gratuitement par le propriétaire Si el Hadj Omar Tazi.

ART. 2. — Les immeubles ainsi acquis par la ville sont classés à son domaine public.

ART. 3. — Les autorités locales de la ville de Settat sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 18 kaada 1351,
 (15 mars 1933).*

MOHAMED EL MOKRI

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 mars 1933.

*Le ministre plénipotentiaire,
 Délégué à la Résidence générale,
 URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 15 MARS 1933

(18 kaada 1351)

portant nomination de **M. Chamoun Pinto**, en qualité de membre du comité de la communauté israélite de Midelt.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 22 mai 1918 (11 chaabane 1336) portant réorganisation des comités de communauté israélite,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — **M. Chamoun Pinto** est nommé membre du comité de la communauté israélite de Midelt, en remplacement de **M. Rahamin Zini**, démissionnaire.

*Fait à Rabat, le 18 kaada 1351,
(15 mars 1933).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 mars 1933.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale.*

URBAIN BLANC.**ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 20 MARS 1933**

(23 kaada 1351)

portant annulation de l'attribution provisoire de parcelles de terrain domanial à un ancien combattant marocain.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 27 décembre 1919 (4 rebia II 1338) relatif à l'attribution de terres domaniales aux anciens combattants marocains, modifié et complété par le dahir du 20 octobre 1930 (26 jourmada I 1349);

Vu l'arrêté viziriel du 27 décembre 1919 (4 rebia II 1338) pris pour l'exécution du dahir susvisé, modifié par l'arrêté viziriel du 20 octobre 1930 (26 jourmada I 1349);

Vu l'arrêté viziriel du 28 août 1922 (4 moharrem 1341) portant attribution provisoire de parcelles de terrain domanial à d'anciens combattants marocains et, notamment, au nommé **Mohamed ben Driss ou Daoui**;

Vu l'avis émis par la commission spéciale des anciens combattants marocains, dans sa séance du 17 août 1932;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est annulée l'attribution provisoire des parcelles de terrain domanial dites « Zeraf et Rouiba », 1/2 lots 14, 16, 18 et 19, d'une superficie de huit hectares (8 ha.), situées sur le territoire de la tribu des Mzab (Chaouïa), consentie à l'ancien combattant marocain **Mohamed ben Driss ou Daoui**, en application de l'arrêté viziriel susvisé du 28 août 1922 (4 moharrem 1341).

ART. 2. — Le directeur général des finances et le directeur des affaires indigènes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 23 kaada 1351,
(20 mars 1933).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 mars 1933.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 20 MARS 1933

(23 kaada 1351)

approuvant les conditions de réalisation et de remboursement de l'emprunt de six millions de francs contracté par la ville de Fès, auprès du Crédit foncier de France.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté viziriel du 4 janvier 1919 (3 rebia II 1337) portant règlement sur la comptabilité municipale, et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété;

Vu le dahir du 25 octobre 1932 (24 jourmada II 1351) autorisant la ville de Fès à contracter auprès du Crédit foncier de France un emprunt de six millions de francs;

Vu l'avis émis par la commission municipale de Fès, dans sa séance du 5 août 1932;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée la convention passée les 25 janvier et 21 février 1933, entre le Crédit foncier de France, le Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie et la ville de Fès, par laquelle le Crédit foncier de France prête à la ville de Fès la somme de six millions de francs (fr. : 6.000.000) pour travaux de distribution d'eau, de voirie et d'assainissement et dépenses diverses.

ART. 2. — Le chef des services municipaux de la ville de Fès est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 23 kaada 1351,
(20 mars 1933).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 mars 1933.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.*

DAHIR DU 21 MARS 1933 (24 kaada 1351)
 autorisant la ville de Fès à contracter auprès du Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie un emprunt à court terme.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — En attendant la réalisation de l'emprunt de six millions de francs (fr. : 6.000.000) consenti par le Crédit foncier de France à la ville de Fès, dûment autorisée par le dahir du 25 octobre 1932 (24 joumada II 1351), la municipalité de Fès, d'accord avec cet établissement financier, aura la faculté de se faire consentir par le Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie et jusqu'à concurrence de la moitié du montant de l'emprunt, soit trois millions de francs (fr. : 3.000.000), des avances à court terme portant intérêt à 6,25 % l'an, étant entendu que le Crédit foncier de France se substituera pour ces opérations au Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie suivant les conditions fixées par la convention des 25 janvier et 21 février 1933, approuvée par l'arrêté viziriel du 20 mars 1933 (23 kaada 1351).

*Fait à Rabat, le 24 kaada 1351,
 (21 mars 1933).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 mars 1933.

*Le ministre plénipotentiaire,
 Délégué à la Résidence générale,
 URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 1^{er} AVRIL 1933

(4 hija 1351)

fixant les conditions dans lesquelles peuvent être utilisées pour les besoins du service les voitures automobiles acquises de leurs deniers par certains agents du service des perceptions.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 21 mars 1930 (20 chaoual 1348) portant organisation des cadres extérieurs du service des perceptions ;

Vu l'arrêté viziriel du 5 février 1927 (2 chaabane 1345) fixant les conditions dans lesquelles peuvent être utilisées pour les besoins du service les voitures automobiles acquises par les fonctionnaires soit de leurs seuls deniers, soit avec la participation de l'État ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et l'avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les collecteurs du service des perceptions possédant des voitures automobiles personnelles, peuvent être autorisés par leur chef de service à utiliser ces voitures pour leurs tournées de service.

ART. 2. — Les demandes d'autorisation doivent indiquer avec précision la marque de la voiture, ainsi que la force, la marque et le numéro du moteur. Les autorisations sont visées par le directeur de la régie des exploitations industrielles du Protectorat.

ART. 3. — Les agents visés à l'article 1^{er} reçoivent une indemnité kilométrique dans les conditions fixées par l'article 10 de l'arrêté viziriel susvisé du 5 février 1927 (2 chaabane 1345) et les arrêtés viziriels qui déterminent le taux de cette indemnité.

ART. 4. — Le taux de l'indemnité sera majoré de 0 fr. 30 par kilomètre pour les collecteurs chargés du recouvrement des droits de marchés ruraux lorsque ces agents transporteront le personnel indigène nécessaire à la perception des droits ainsi que le matériel de recouvrement.

ART. 5. — Les dispositions du présent arrêté produiront effet à compter du 1^{er} janvier 1933.

*Fait à Rabat, le 4 hija 1351,
 (1^{er} avril 1933).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} avril 1933.

*Le ministre plénipotentiaire,
 Délégué à la Résidence générale,
 URBAIN BLANC.*

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL

fixant l'itinéraire pour 1933 des commissions de classement des animaux.

LE MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE, DÉLÉGUÉ A LA RÉSIDENCE GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC, Commandeur de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 13 octobre 1926 sur le recensement et le classement des animaux et des véhicules à traction animale susceptibles d'être réquisitionnés pour les besoins militaires, modifié par le dahir du 2 décembre 1929 et, notamment, son article 6 ;

Sur la proposition du général, commandant supérieur des troupes du Maroc,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les commissions de classement des animaux se réuniront en zone française du Maroc à partir du 22 avril 1933.

ART. 2. — L'itinéraire des diverses commissions est fixé ainsi qu'il suit :

RÉGIONS	NUMERO DE LA COMMISSION	LIEU DE CLASSEMENT	LIEU DE RÉUNION	DATE 1933	HEURE DU COMMENCEMENT DES OPÉRATIONS		
Marrakech	1	Marrakech-ville	Avenue Delcassé.	24 avril	8 heures, lettres « A » à « L » incluses.		
		Route des Aït Ourir	Taba Uhaïnt, kilomètre 10.	25 avril	14 heures, lettres « M » à « Z » incluses.		
		id.	Angle route des Aït Ourir et piste de Tabluhaïnt, kilomètre 14.	25 avril	7 h. 15.		
		Aït Ourir	Bureau des affaires indigènes.	25 avril	7 h. 45.		
		Tamelelt	Place.	25 avril	8 h. 30.		
		Ataouïa Chaïbia	École.	25 avril	10 h. 30.		
		El Kelaa	Contrôle.	25 avril	14 heures.		
		Route d'Asni	Kilomètre 10.	25 avril	15 h. 15.		
		id.	Kilomètre 14 (angle de la piste vers la ferme Dupac).	26 avril	8 heures.		
		Piste de l'Ourika	Kilomètre 15 (angle de la piste de la Compagnie fermière).	26 avril	9 heures.		
		id.	Kilomètre 7 (face à la ferme Gouilloux).	26 avril	10 h. 30.		
		Ben Guérir	Contrôle.	26 avril	11 h. 15.		
		Piste de la Targa	Pont vers le camp.	26 avril	15 h. 30.		
		id.	Près ferme Lebeau.	27 avril	8 heures.		
		Saada	École.	27 avril	8 h. 30.		
		Route de Marrakech à Mogador-Oued N'Fin	Maison cantonnière.	27 avril	9 h. 30.		
		Chichaoua	Contrôle.	27 avril	10 h. 15.		
		Mogador	Camp militaire.	27 avril	14 heures.		
		Route de Mogador (Safi-Sidi Laced)	Souk.	27 avril	17 heures.		
		Safi	Camp militaire.	28 avril	9 heures.		
		Souk el Had	Souk.	28 avril	14 heures.		
		Route de Safi-Marrakech	Djemâa Sahim.	29 avril	8 heures.		
		Souk el Tleta de Sidi el Berek.	Dépôt de remonte.	29 avril	9 h. 30.		
		Chemafia	Contrôle.	29 avril	10 h. 30.		
		Oujda	2	Berkane	Terrain des sports, derrière propriété Grat.	29 avril	14 heures.
				id.	id.	25 avril	8 h. 30, lettres « A » à « G » incluses.
id.	id.			26 avril	14 h. 30, lettres « H » à « M » incluses.		
Saïdia	Souk.			26 avril	14 h. 30, lettres « N » à « Z » incluses.		
Aïn Regada	Devant ferme Morlot.			26 avril	8 h. 30.		
Aïn Zebda	Ferme Lajoinie.			27 avril	8 h. 30.		
Kasba-Bougriba	Ferme Bauton.			27 avril	14 h. 30.		
Bou Houria	Ferme Remé.			28 avril	8 h. 30.		
Martimprey-du-Kiss	Contrôle civil.			28 avril	14 h. 30.		
Oujda	Marché aux bestiaux.			1 ^{er} mai	8 h. 30.		
id.	Marché aux bestiaux.			3 mai	8 h. 30, lettres « A » à « E » incluses.		
id.	Marché aux bestiaux.			4 mai	14 h. 30, lettres « F » à « K » incluses.		
Taza	3			Taza	Hangars d'aviation.	4 mai	8 h. 30, lettres « L » à « Q » incluses.
		Guercif	Place de la Victoire.	24 avril	8 heures.		
		Sidi Djellil	Terre-plein de la gare.	25 avril	9 heures.		
		Chbabat	École.	27 avril	8 heures.		
		Oued Amelil	Contrôle civil.	27 avril	14 heures.		
Meknès	4	El Hadjeb	Fondouk.	28 avril	8 heures.		
		Meknès-banlieue	Marché aux bestiaux.	24 avril	8 heures.		

RÉGIONS	NUMERO DE LA COMMISSION	LIEU DE CLASSEMENT	LIEU DE RÉUNION	DATE 1933	HEURE DU COMMENCEMENT DES OPÉRATIONS
Fès	5	Bou Fekrane	Place du Souk.	25 avril	8 heures, lettres « A » à « K » incluses. 14 heures, lettres « L » à « Z » incluses.
		Meknès-ville	Place de la Salle-des-Fêtes.	26 avril	8 heures, lettres « A » à « K » incluses. 14 heures, lettres « L » à « Z » incluses.
		Aïn Taoujdat	Route de la Gare.	27 avril	8 heures.
		Seba Afoun	Route de la Gare.	27 avril	14 heures.
		Agourai	Place du Souk.	28 avril	8 heures.
		Souk el Djemâa des Gour	Place du Souk.	28 avril	14 heures.
		Tifrit Tissikinit	Place du Souk.	29 avril	8 heures.
		Aït Suouala	Carrefour des routes Meknès-Agourar et Bou Fekrane-Aït Yazem.	29 avril	14 heures.
		Sidi Embarek	Gare.	1 ^{er} mai	8 heures.
		Aïn Larma	Terrain domanial, aux abords de la source.	1 ^{er} mai	15 heures.
		Aïn Djemâa	Devant l'ancienne gare.	2 mai	8 heures.
		Hadj Kaddour	Place du Souk.	3 mai	14 heures.
		Fès	Place Galliéni.	22 avril	8 heures.
				24 avril	8 heures.
				25 avril	8 heures.
				25 avril	15 h. 30.
				26 avril	10 heures.
Fès el Bali	6	Oued N'Ja	Devant l'école.	27 avril	10 heures.
		Douïet	Devant la recette postale.	28 avril	8 heures.
		Mechra bel Ksiri	Place du Contrôle.	28 avril	10 heures.
		Had Kourt	Had Kourt.	24 avril	9 heures.
		Souk el Tleta	Place du Souk.	24 avril	15 heures.
		Lalla Mimouna	Lalla Mimouna.	25 avril	8 heures.
		Souk el Arba du Rharb	Place du Contrôle.	25 avril	15 heures.
		Ouezzan et Ouezzan-Hachérine	Place du Souk.	26 avril	9 heures.
		Amama	Amama.	27 avril	9 heures.
		Défali	Place du Souk.	28 avril	8 heures.
		Souk el Trine de Djorf el Mellah	Place du Souk.	28 avril	10 heures.
Rharb	7	Port-Lyautey-ville	Place du Souk.	28 avril	14 heures.
		Port-Lyautey-banlieue	Place de France.	24 avril	8 heures.
		Sidi Yahia	Place de France.	24 avril	15 heures.
		Kcebia	Place du Souk.	25 avril	9 heures.
		Kcebia	Kcebia.	25 avril	15 heures.
		Sidi Slimane	Place du Souk.	26 avril	9 heures.
		Dar bel Hamri	Place du Souk.	26 avril	15 heures.
		Petitjean	Place du Contrôle.	27 avril	8 heures.
		Sidi Gueddar	Sidi Gueddar.	28 avril	9 heures.
		Kenichet	Place du Souk.	28 avril	14 heures.
		Si Allal Tazi	Place du Souk.	29 avril	9 heures.
Rabat	8	El Morrane	Place du Souk.	29 avril	14 heures.
		Aïn el Aouda	Devant le contrôle.	24 avril	8 h. 30.
		Rabat-ville	Oudaïa.	25 avril	8 h. 30.
		Rabat-banlieue	Oudaïa.	25 avril	14 heures.
		Salé	Souk.	26 avril	9 heures.
		Bou Knadel	Entrée sud de l'agglomération.	26 avril	15 heures.
		Sidi Bettache	En face le café.	27 avril	9 heures.
		Témara	Devant le dépôt de remonte.	27 avril	15 heures.
		Bouznika	Centre du village sur route Casablanca-Rabat.	28 avril	8 h. 30.

RÉGIONS	NUMERO DE LA COMMISSION	LIEU DE CLASSEMENT	LIEU DE RÉUNION	DATE 1933	HEURE DU COMMENCEMENT DES OPÉRATIONS
Chaouïa	9	Skrirat	Centre du village sur route Casablanca-Rabat.	28 avril	14 heures.
		Kilomètre 15, route de Skrirat à Sidi Bettache	Ferme Tichadou.	28 avril	16 heures.
		Monod	Souk.	1 ^{er} mai	9 heures.
		Tedders	Devant le contrôle.	1 ^{er} mai	15 heures.
		Khémisset	Devant le contrôle.	2 mai	9 heures.
		El Kansera	El Kansera.	2 mai	15 heures.
		Tiflet	Devant le contrôle.	3 mai	8 h. 30.
		Camp-Bataille	Souk.	3 mai	15 heures.
		La Jacqueline	Derrière les barraquements.	4 mai	9 heures.
		Marchand	Devant le contrôle.	4 mai	15 heures.
		Casablanca	Place de la Victoire.	24, 25, 26 et 27 avril	9 heures à 12 heures et 14 heures à 18 heures.
		Kilomètre 20, route de Mazagan	Kilomètre 20.	28 avril	8 heures.
		Kilomètre 32, route de Mazagan	Kilomètre 32.	28 avril	14 h. 30.
		Sidi Rahal	Sidi Rahal.	29 avril	10 heures.
		Sidi Hajaj	Sidi Hajaj.	1 ^{er} mai	8 heures.
		Boulhaut	Devant le contrôle.	1 ^{er} mai	14 h. 30.
		Bouskoura	Devant le café des Mimosas.	2 mai	8 heures.
		Médiouna	Kasbah.	2 mai	14 h. 30.
		Saint-Jean de Fédhala	Devant le contrôle.	3 mai	8 heures.
		Aïn Debba	Rond-point.	3 mai	14 h. 30.
Doukkala	10	Souk el Djemâa des Fédhalates	Souk.	4 mai	8 heures.
		Oasis	Oasis.	4 mai	14 h. 30.
		Aïn Arrouda	Aïn Arrouda.	5 mai	8 heures.
		Sidi Larbi	Domaine.	5 mai	14 h. 30.
		Boucheron	Devant le contrôle.	6 mai	8 heures.
		Kilomètre 38, route de Boucheron	Kilomètre 38.	6 mai	14 h. 30.
		Kilomètre 32, route de Ber Rechid à Ain Saferni	Kilomètre 32.	8 mai	8 heures.
		Ber Rechid	Devant le contrôle.	8 mai	14 h. 30.
		Tit Mellil	Tit Mellil.	9 mai	8 heures.
		Mrizig	Mrizig.	9 mai	10 heures.
		Ben Hamed	Devant le contrôle.	9 mai	16 h. 30.
		Mansouriah	Mansouriah.	10 mai	8 heures.
		Beni Ahmar	Domaine.	10 mai	14 h. 30.
		Settat	Devant le contrôle.	11 mai	9 heures.
		Oulad Saïd	Devant le contrôle.	11 mai	14 h. 30.
		Foucauld	Devant le contrôle.	12 mai	10 heures.
		Mazagan	Devant le contrôle.	24 avril	8 h. 30.
		Bir Djedid Saint-Hubert	Devant la gendarmerie.	25 avril	8 h. 30.
		Souk el Tenin	Devant la station de remonte.	25 avril	10 h. 30.
		Sidi ben Nour	Devant le contrôle.	26 avril	9 heures.
Dar Caïd Tounsi	Devant la gare.	26 avril	15 heures.		
Sidi Smaïn	Devant la gendarmerie.	27 avril	8 heures.		
Oued Zem	11	Eltkenin Zemamra	Place du Souk.	27 avril	9 h. 30.
		Elkmis Metouh	Place du Souk.	28 avril	9 heures.
		Kourigha	Place du Souk.	22 avril	14 h. 30 à 18 heures.
		Oued Zem	Place du Souk.	23 avril	8 heures à 12 heures, 14 heures à 18 heures.
		Bled Rebath	Route 22, près ferme Martinez (15 ^e kilomètre, nord Oued Zem).	24 avril	8 heures.
				24 avril	14 heures.

Rabat, le 28 mars 1933.

URBAIN BLANC.

**ORDRE DU GÉNÉRAL DE DIVISION,
COMMANDANT SUPÉRIEUR DES TROUPES DU MAROC,
portant interdiction, dans la zone française de l'Empire
chérifien, du journal intitulé « Tierra y libertad ».**

Nous, général de division Huré, commandant supérieur des troupes du Maroc,

Vu l'ordre du 2 août 1914 relatif à l'état de siège ;

Vu l'ordre du 7 février 1920 modifiant l'ordre du 2 août 1914 ;

Vu l'ordre du 25 juillet 1924 relatif aux pouvoirs de l'autorité militaire en matière d'ordre public ;

Vu l'ordre du 19 février 1929 modifiant l'ordre du 25 juillet 1924 ;

Vu la dépêche n° 1511 S.C.R. 2, 11 du 4 mars 1933 du président du conseil, ministre de la guerre ;

Considérant que le journal intitulé *Tierra y Libertad*, publié à Barcelone en langue espagnole, est de nature à nuire à l'ordre public et à la sécurité du corps d'occupation,

ORDONNONS CE QUI SUIT :

L'introduction, l'exposition dans les lieux publics, l'affichage, la vente, la mise en vente et la distribution du journal intitulé *Tierra y Libertad* sont interdits dans la zone française de l'Empire chérifien.

Les contrevenants seront poursuivis conformément aux articles 2, 3 et 4 de l'ordre du 2 août 1914, modifié par ceux des 7 février 1920, 25 juillet 1924 et 19 février 1929.

Rabat, le 16 mars 1933.

P. le général de division,
commandant supérieur des troupes du Maroc,
DUGUÉ MAC CARTHY.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES TRAVAUX PUBLICS**

portant interdiction de se servir d'allumettes et de fumer dans les magasins et sous les hangars exploités par la « Manutention marocaine », à Casablanca.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 7 mars 1916 sur la police des ports maritimes de la zone française du Maroc ;

Vu les articles 3 et 36 du dit dahir prévoyant la mise en vigueur de prescriptions et de dispositions applicables à chaque port ;

Considérant qu'il importe de renforcer pour le port de Casablanca les mesures de sécurité contre l'incendie,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Il est formellement interdit de se servir d'allumettes et de fumer dans les magasins et sous les hangars exploités par la Manutention marocaine.

La même interdiction s'applique à la région des quais et terre-pleins du port où sont entreposées des marchandises dangereuses ou inflammables ainsi qu'aux chaussées avoisinantes dans un rayon de 10 mètres.

ART. 2. — Les contraventions au présent arrêté pourront être constatées par les agents prévus par l'article 52 du dahir du 7 mars 1916, ainsi que par les agents de la Manutention marocaine assermentés à cet effet.

Les contrevenants sont passibles des peines édictées par les articles 48 et 50 du dahir.

ART. 3. — Le présent arrêté entrera en vigueur immédiatement. Un exemplaire imprimé en sera affiché par les soins de la Manutention marocaine dans tous les locaux dépendant de sa concession.

Rabat, le 14 août 1929.

JOYANT.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES TRAVAUX PUBLICS**

autorisant M. Pierre Delmas à établir un dépôt d'explosifs dans la vallée de l'oued El Akreuch.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 14 janvier 1914 réglementant l'importation, la circulation et la vente des explosifs au Maroc, et fixant les conditions d'installation des dépôts ;

Vu la demande en date du 20 décembre 1932 formulée par M. Pierre Delmas, demeurant à Rabat, avenue Moulay-Youssef, à l'effet d'être autorisé à établir un dépôt d'explosifs, destinés à la vente, dans la banlieue de Rabat ;

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête de commodo et incommodo à laquelle il a été procédé par les soins du contrôleur civil, chef de la circonscription de Rabat-banlieue ;
Sur les propositions du service des mines,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — M. Pierre Delmas est autorisé à établir un dépôt d'explosifs, destinés à la vente, sur le territoire du contrôle civil de Rabat-banlieue, dans la vallée de l'oued El Akreuch, sous les conditions énoncées aux articles suivants.

ART. 2. — Le dépôt sera établi à l'emplacement marqué sur le plan topographique au 1/5.000^e et conformément aux dessins d'ensemble produits avec la demande, lesquels plans et dessins resteront annexés au présent arrêté. Ce dépôt comprendra trois locaux : le premier affecté aux explosifs détonants, le second à la poudre noire, le troisième aux détonateurs.

ART. 3. — L'emplacement des deux premiers locaux sera constitué par une tranchée ouverte normalement au front de taille de la carrière, tranchée qui aura la profondeur et la largeur voulues pour donner aux chambres les dimensions prévues sur les dessins ; un massif de 1 m. 40 d'épaisseur sera aménagé de façon à former séparation entre les deux locaux. Les chambres d'explosifs seront ainsi encastrées dans le rocher mais resteront à ciel ouvert, les gaz, en cas d'explosion, ayant ainsi leur sortie par le haut.

Les deux chambres comporteront un plafond et un faux grenier ; des évents, fermés par une toile métallique, seront aménagés de façon à assurer une large ventilation.

Les toitures, non métalliques, devront être aussi légères que possible.

Le local destiné aux détonateurs sera constitué par une chambre de dimensions réduites aménagée dans la paroi gauche du couloir donnant accès au dépôt de poudre noire.

Les deux locaux principaux seront fermés par une porte pleine à double paroi munie d'une serrure de sûreté.

Les pièces métalliques donnant lieu généralement à des projections dangereuses, il conviendra d'en limiter le plus possible l'emploi dans la construction.

Des mesures seront prises pour assurer l'écoulement des eaux de pluie et les éloigner du dépôt.

ART. 4. — Le sol et les parois des locaux seront rendus imperméables de manière à préserver les explosifs contre l'humidité.

Les dimensions des deux grandes chambres, ainsi que leurs dispositions intérieures, seront telles que la vérification et la manutention des caisses puissent se faire aisément. Les caisses ne devront jamais s'élever à plus de 1 m. 60 au-dessus du sol.

ART. 5. — Le terrain, qui prolonge le haut du front de taille de la carrière et qui correspond à l'emplacement du dépôt, sera entouré par un fossé de protection de 1 mètre de largeur sur 1 mètre de profondeur et bordé extérieurement par une clôture de quatre fils de fer barbelés. Le terrain ainsi protégé est celui représenté sur le plan produit par M. Delmas.

Enfin, un merlon de protection sera établi en façade du dépôt. Ce merlon, de 10 mètres de longueur, aura son pied à 1 mètre de distance de la façade du dépôt. Le talus intérieur présentera une pente aussi raide que le permettra la nature du remblai et sa crête dépassera de 1 mètre au moins la faite de la toiture du dépôt.

ART. 6. — Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un agent spécialement chargé de sa garde.

Le logement du gardien, situé à proximité immédiate du dépôt, sera relié aux deux portes des locaux par des communications électriques établies de telle façon que l'ouverture des portes ou la simple rupture des fils de communication fasse fonctionner automatiquement une sonnerie d'avertissement placée à l'intérieur du logement.

ART. 7. — La quantité maximum d'explosifs que le dépôt pourra recevoir est fixée à 5.000 kilos (explosifs détonants autres que la dynamite, et poudre noire) et à 10.000 détonateurs.

ART. 8. — Les manutentions dans le dépôt seront confiées à des hommes expérimentés. Les caisses d'explosifs ne devront être ouvertes qu'en dehors des chambres de dépôt. Les matières inflammables, les matières en ignition, les pierres siliceuses, les objets en fer seront formellement exclus du dépôt et de ses abords.

Il est interdit de pénétrer dans les locaux avec une lumière.

Il sera toujours tenu en réserve, à proximité du dépôt, des approvisionnements d'eau et de sable ou tout autre moyen propre à éteindre un commencement d'incendie.

ART. 9. — M. Delmas devra constamment tenir à jour le registre d'entrée et de sortie prévu à l'article 7 du dahir du 14 janvier 1914.

ART. 10. — En ce qui concerne l'importation des explosifs destinés à alimenter le dépôt et la vente de ces explosifs aux particuliers, le permissionnaire se conformera aux prescriptions des titres II et III du dahir susvisé. Il se conformera également, en cas d'insurrection ou de troubles graves dans le pays, aux instructions qui lui seront données par l'autorité militaire en application de l'article 9 du même dahir.

ART. 11. — Le permissionnaire sera tenu d'emmagasiner les caisses d'explosifs de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux fonctionnaires chargés de la surveillance leurs vérifications ; il devra fournir notamment à ces agents la main-d'œuvre.

ART. 12. — A toute époque l'administration pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique.

ART. 13. — Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux seront vérifiés par un fonctionnaire du service des mines, qui s'assurera que toutes les conditions imposées par le présent arrêté sont remplies.

Une décision du directeur général des travaux publics autorisera ensuite, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt.

Rabat, le 5 mars 1933.

NORMANDIN.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS

portant constitution de l' « Association syndicale agricole privilégiée des usagers des puits I du bled R'Bath.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 15 juin 1924 sur les associations syndicales agricoles et l'arrêté viziriel du 20 juin 1924 relatif à son application ;

Vu le projet dressé en vue de la constitution d'une association syndicale agricole privilégiée des usagers du puits I du bled R'Bath ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte dans le territoire de la circonscription autonome de contrôle civil d'Oued Zem par arrêté du 6 juin 1932 ;

Vu le procès-verbal, en date du 27 juillet 1932, de la réunion de la commission appelée à donner son avis sur le projet de constitution de l'association ;

Vu l'avis donné par le conseil de l'hydraulique et des améliorations agricoles, dans sa séance du 18 mars 1933 ;

Sur la proposition de l'ingénieur en chef de la circonscription de l'hydraulique,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — *Constitution de l'association.* — Sont réunis en association syndicale agricole privilégiée les usagers agricoles du puits I du bled R'Bath, attributaires des lots de colonisation du bled R'Bath et dont les fonds sont compris dans le périmètre délimité sur le plan parcellaire au 1/10.000^e annexé au présent arrêté.

ART. 2. — *Dispositions générales.* — Cette association désignée sous le nom d'« Association syndicale agricole privilégiée des usagers du puits I du bled R'Bath », est soumise à toutes les règles et conditions édictées par le dahir du 15 juin 1924 sur les associations syndicales agricoles et par l'arrêté viziriel du 20 juin 1924 pour l'application du dit dahir, et, en outre, aux dispositions spéciales et particulières spécifiées dans les articles ci-après.

ART. 3. — *Siège de l'association.* — Le siège de l'association est fixé à Oued Zem, dans les bureaux du contrôle civil.

ART. 4. — *But de l'association.* — L'association a pour but d'assurer :

1° L'équipement d'une station de pompage, d'un bassin d'accumulation de 200 mètres cubes et des ouvrages nécessaires à la distribution des eaux d'irrigation dans les conditions fixées aux articles 22 à 31 de l'arrêté viziriel du 20 juin 1924 ;

2° L'entretien de ce matériel et de ces ouvrages ;

3° Le fonctionnement du système de distribution conformément au règlement d'eau.

ART. 5. — *Mode de répartition des dépenses.* — Les dépenses seront réparties entre les membres proportionnellement aux surfaces de terrains irrigables qu'ils détiennent à l'intérieur du périmètre syndical.

ART. 6. — *Voies et moyens nécessaires pour subvenir aux dépenses.* — Il sera pourvu aux dépenses au moyen :

1° De cotisations annuelles ;

2° D'emprunts ;

3° De subvention de l'État, le cas échéant.

ART. 7. — *Représentation de la propriété dans les assemblées générales.* — Le minimum d'intérêt qui donne droit à une voix à l'assemblée générale est fixée à la propriété de deux hectares irrigables. Les propriétaires qui, individuellement, ne posséderaient pas ce minimum d'intérêt, peuvent se grouper dans les conditions prévues à l'article 9 du dahir du 15 juin 1924.

Chaque propriétaire a droit à autant de voix qu'il possède de fois le minimum d'intérêt ci-dessus.

Le même propriétaire ne peut, toutefois, disposer d'un nombre de voix supérieur à dix.

Un même fondé de pouvoirs ne peut être porteur de plus de dix voix en y comprenant les siennes, le cas échéant.

ART. 8. — *Date de la réunion annuelle de l'assemblée.* — Les membres de l'association se réunissent chaque année en assemblée générale ordinaire le premier dimanche de mars.

ART. 9. — *Élection des syndics.* — Le nombre des syndics à élire par l'assemblée générale est fixé à quatre dont deux titulaires et deux suppléants.

ART. 10. — *Durée et renouvellement de leurs fonctions.* — La durée de la fonction des syndics est fixée à deux ans. Ils sont rééligibles et leurs fonctions sont gratuites.

Le renouvellement des syndics titulaires et des syndics suppléants s'opère par moitié à chaque assemblée générale.

A la réunion de l'assemblée générale constitutive sont élus tous les membres du conseil syndical ; un tirage au sort désignera les membres titulaires et suppléants dont les fonctions cesseront au moment de la réunion de l'assemblée générale qui suivra.

ART. 11. — *Emprunts.* — Le montant maximum des emprunts qui peuvent être votés par le conseil syndical sans être soumis à la délibération de l'assemblée générale est fixé à dix mille francs.

ART. 12. — *Agrégation volontaire.* — L'agrégation volontaire de nouveaux adhérents prévue à l'article 14 du dahir du 15 juin 1924, sera soumise aux conditions suivantes :

L'adhésion de nouveaux membres fera l'objet d'un rapport du conseil syndical qui sera soumis à l'assemblée générale seule qualifiée pour prononcer l'admission ;

Le conseil syndical évalue dans son rapport la somme à payer par l'adhérent volontaire, mais seule l'assemblée générale fixera la somme ainsi que la modalité des paiements et la date à laquelle le demandeur sera définitivement admis.

ART. 13. — Le périmètre de l'association est composé de l'ensemble des parcelles irrigables numérotées de 1 à 5 et telles que ces parcelles sont délimitées par un liseré rose sur le plan parcellaire au 1/10.000^e joint au présent arrêté.

Rabat, le 25 mars 1933.

NORMANDIN.

*
**

ÉTAT PARCELLAIRE

NOM DES USAGERS	DOMICILE	SUPERFICIE irrigable	OBSERVATIONS
MM. Cadogade	Oued Zem	20 ha.	Lot n° 1 du bled R'Bath I.
Yelma	id.	id.	Lot n° 6 du bled R'Bath I.
Abad	id.	id.	Lot n° 11 du bled R'Bath 2.
Veuve Borras	id.	id.	Lot n° 10 du bled R'Bath 2.
M. Vial	id.	id.	Lot n° 6 du bled R'Bath 2.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS

portant constitution de l' « Association syndicale agricole pour l'utilisation des eaux de l'aïn Es Sa et de l'aïn Ghezil » (contrôle civil de Salé).

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 15 juin 1924 sur les associations syndicales agricoles et l'arrêté viziriel du 20 juin 1924 pris pour son application ;

Vu le projet de constitution d'une association syndicale agricole privilégiée pour l'utilisation des eaux de l'aïn Es Sa et de l'aïn Ghezil (contrôle civil de Salé) ;

Vu l'enquête ouverte dans le territoire de la circonscription de contrôle civil de Salé, à Salé, du 9 mai au 9 juin 1932 ;

Vu le procès-verbal de la séance du 5 juillet 1932 de la commission appelée à donner son avis sur le projet d'association syndicale ;

Vu l'avis donné par le conseil de l'hydraulique et des améliorations agricoles, en sa séance du 18 mars 1933 ;

Sur la proposition de l'ingénieur en chef de la circonscription de l'hydraulique de Rabat,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — *Constitution de l'association.* — Sont réunis en association syndicale agricole privilégiée, les propriétaires de terrains que renferme le périmètre tracé sur le plan annexé au présent arrêté.

ART. 2. — *Dispositions générales.* — Cette association désignée sous le nom d'« Association syndicale agricole des aïoun Es Sa et Ghezil », est soumise à toutes les règles et conditions édictées par le dahir du 15 juin 1924 sur les associations syndicales agricoles et par l'arrêté viziriel du 20 juin 1924 pris pour l'application du dit dahir, et, en outre, aux dispositions spéciales particulières spécifiées dans les articles ci-après.

ART. 3. — *Siège de l'association.* — Le siège de l'association est fixé à Salé, dans les bureaux du contrôle civil.

ART. 4. — *But de l'association.* — L'association a pour objet :

1° De veiller à l'application de la réglementation de l'usage des eaux fixée par le directeur général des travaux publics ;

2° D'assurer l'entretien des séguias, des prises d'eau, du ravin et d'éviter la formation de mares stagnantes risquant de constituer des foyers de paludisme, dangereux pour l'hygiène publique ;

3° D'assurer l'exécution des travaux d'amélioration du système d'irrigation dans les conditions fixées aux articles 22 à 31 de l'arrêté viziriel du 20 juin 1924, notamment les travaux neufs tels que : élargissement, régularisation, redressements et autres travaux à exécuter sur les fossés, ainsi que les travaux de grosses réparations.

ART. 5. — *Mode de répartition des dépenses.* — Les dépenses seront réparties entre les membres proportionnellement aux temps d'irrigation déterminés par l'arrêté de réglementation de l'usage des eaux.

ART. 6. — *Voies et moyens nécessaires pour subvenir aux dépenses.* — Il sera pourvu aux dépenses au moyen :

1° De cotisations annuelles des membres de l'association ;

2° D'emprunts ;

3° De subvention de l'État, de la municipalité de Salé ou de la chambre d'agriculture de la région de Rabat, s'il y a lieu.

ART. 7. — *Représentation de la propriété dans les assemblées générales.* — a) Le minimum de droit d'eau qui donne à chaque propriétaire de terrain le droit de faire partie de l'assemblée générale est fixé à 4 heures d'irrigation tous les sept jours ;

b) Chaque propriétaire a droit à autant de voix qu'il possède de nombre de fois le minimum d'heures d'irrigation indiqué ci-dessus ;

c) Le même propriétaire ne peut toutefois disposer d'un nombre de voix supérieur à 10 (dix) ;

d) Le même fondé de pouvoirs ne peut être porteur de plus de dix voix en y comprenant les siennes, le cas échéant.

ART. 8. — *Date de la réunion annuelle de l'assemblée générale.* — Les membres de l'association se réunissent chaque année en assemblée générale, le premier dimanche du mois d'avril.

ART. 9. — *Election des syndics.* — Le nombre des syndics à élire par l'assemblée générale est fixé à deux, dont un titulaire et un suppléant.

ART. 10. — *Durée et renouvellement de leurs fonctions.* — La durée de la fonction des syndics est fixée à deux ans ; ils sont rééligibles et leurs fonctions sont gratuites.

Le renouvellement des syndics s'opère par moitié à chaque assemblée générale ordinaire.

À la réunion de l'assemblée générale constitutive, sont élus tous les membres du conseil syndical. Le tirage au sort désignera le syndic dont les fonctions cesseront au moment de la réunion de l'assemblée générale qui suivra.

ART. 11. — *Emprunts.* — Le montant maximum des emprunts qui peuvent être votés par le conseil syndical sans être soumis à la délibération de l'assemblée générale est fixé à deux mille francs (2.000 fr.).

ART. 12. — *Agrégation volontaire.* — L'agrégation volontaire de nouveaux adhérents prévue à l'article 14 du dahir du 15 juin 1924, sera soumise aux conditions suivantes :

L'adhésion de nouveaux membres fera l'objet d'un rapport du conseil syndical qui sera soumis à l'assemblée générale seule qualifiée pour prononcer l'admission ;

Le conseil syndical évalue dans son rapport la somme à payer par l'adhérent volontaire, mais seule l'assemblée générale fixera la somme ainsi que la modalité des paiements et la date à laquelle le demandeur sera définitivement admis.

En cas de morcellement d'une parcelle, les nouveaux propriétaires seront admis d'office comme membres de l'association avec un droit proportionnel aux droits d'eau qu'ils possèdent, et sous la seule condition qu'ils devront payer, le cas échéant, les frais de travaux de construction des nouvelles prises.

Rabat, le 25 mars 1933.

NORMANDIN.

ÉTAT PARCELLAIRE

N° des parcelles	NOMS DES USAGERS	Part d'eau	Nombre de voix aux assemblées générales	OBSERVATIONS
1	Habous Kobra de Salé (M. Flamen, locataire)	27 heures	6	Tous les 7 jours
2	Habous Kobra de Salé (M. Rossi, locataire)	54 heures	10	"
3	Habous Kobra de Salé (M. Rossi, locataire)	6 heures	1	"
4	Boubeker Zniber et Ab- dallah Aouad (M. Rossi, lo- cataire)	8 heures	2	"
5	Habous Kobra de Salé (Larbi ben Saïd, locataire).	6 heures	1	"
6	Hadj Mohamed ould Si Omar ben Saïd	13 heures	3	"
7	Larbi ben Saïd	7 heures	1	"
8	Larbi ben Saïd	47 heures	10	"

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES TRAVAUX PUBLICS

portant constitution de l'association syndicale agricole
privilégiée dite « de la merja Bou Khardja ».

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 15 juin 1924 sur les associations syndicales agri-
coles privilégiées et l'arrêté viziriel du 20 juin 1924 relatif à son
application ;

Vu le projet de constitution d'une association syndicale agricole
privilégiée dite « de la merja Bou Khardja » ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte par arrêté du 29 mars 1932
dans la circonscription du contrôle civil de Souk el Arba du Rharb ;

Vu le procès-verbal, en date du 13 juin 1932, de la réunion de la
commission appelée à donner son avis sur le projet de constitution
de cette association ;

Vu l'avis émis par le conseil de l'hydraulique et des amélio-
rations agricoles, dans sa séance du 18 mars 1933 ;

Sur la proposition de l'ingénieur en chef de la circonscription
de l'hydraulique,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — *Constitution de l'association.* — Sont réunis
en association syndicale agricole privilégiée, les propriétaires des
terrains compris à l'intérieur du périmètre tracé sur le plan au
1/20.000°.

ART. 2. — *Dispositions générales.* — Cette association désignée sous
le nom d'« Association syndicale agricole de la merja Bou Khardja »,
est soumise à toutes les règles et conditions édictées par le dahir du
15 juin 1924 sur les associations syndicales agricoles et par l'arrêté
viziriel du 20 juin 1924 pour l'application du dit dahir et, en outre,
aux dispositions spéciales et particulières spécifiées dans les articles
ci-après :

ART. 3. — *Siège de l'association.* — Le siège de l'association est
fixé à Souk el Arba du Rharb.

ART. 4. — *But de l'association.* — L'association a pour but :
1° D'assurer l'entretien, le fonctionnement, la police des
ouvrages de la merja Bou Khardja indiqués ci-dessous :

Canaux d'assainissement ;
Canal d'aménée des eaux de l'oued M'Da à l'oued Segmet ;
Canal d'aménée des eaux de l'oued Madagh à l'oued Segmet, y
compris la partie située entre le périmètre syndical et l'oued
Madagh ;

Canal d'évacuation des eaux de l'oued Segmet à la merja Ras
Daoura ;

Points de passage et ouvrages d'art sur tous les canaux ci-
dessus ;

2° D'assurer l'exécution des travaux d'améliorations de l'ensemble
des ouvrages ;

3° Eventuellement l'exécution et l'entretien de travaux nouveaux
d'assèchement.

ART. 5. — *Mode de répartition des dépenses.* — Les dépenses à
faire dans les buts énumérés à l'article 4 seront réparties propor-
tionnellement à la superficie appartenant à chaque propriétaire.

ART. 6. — *Voies et moyens nécessaires pour subvenir à la dépense.*
— Il sera pourvu à la dépense au moyen de :

1° Cotisation des membres de l'association ;

2° Emprunts ;

3° Eventuellement par des subventions de l'Etat ou d'une
chambre française consultative.

ART. 7. — *Représentation de la propriété dans les assemblées
générales.* — a) Le minimum d'intérêt qui donne droit à une voix
à l'assemblée générale est fixé à la propriété de 15 hectares.

Les propriétaires qui, individuellement, ne posséderaient pas
ce minimum de superficie, peuvent se grouper dans les conditions
fixées à l'article 9 du dahir du 15 juin 1924 ;

b) Chaque propriétaire a droit à autant de voix qu'il possède
de fois une superficie de 15 hectares ;

c) Le même propriétaire ne peut toutefois disposer d'un nombre
de voix supérieur à trente ;

d) Un même fondé de pouvoirs ne peut être porteur de plus de
trente voix en y comprenant les siennes le cas échéant.

ART. 8. — *Date de la réunion annuelle de l'assemblée générale.*
— L'assemblée générale se réunit chaque année, en séance ordinaire
le premier mercredi d'avril.

ART. 9. — *Election des syndics.* — Le nombre des syndics à
élire par l'assemblée générale est fixé à trois dont deux titulaires
et un suppléant.

ART. 10. — *Durée et renouvellement de leurs fonctions.* — La
durée de la fonction des syndics et de leurs suppléants est fixée à
deux années. Le conseil syndical est renouvelable par moitié tous les
ans.

A la réunion de l'assemblée générale constitutive, tous les
membres du conseil syndical seront élus. Un tirage au sort désignera
les syndics titulaires dont les fonctions cesseront au moment de la
réunion de l'assemblée générale ordinaire qui suivra.

ART. 11. — *Emprunts.* — Le montant maximum des emprunts
qui peuvent être votés par le conseil syndical sans être soumis à la
délibération de l'assemblée générale est fixé à 20.000 francs.

ART. 12. — *Agrégation volontaire.* — L'agrégation volontaire de
nouveaux adhérents fixée à l'article 14 du dahir du 15 juin 1924 sera
soumise aux conditions suivantes :

1° L'admission des membres nouveaux sera prononcée par
l'assemblée générale ;

2° Celle-ci, sur proposition du conseil syndical fixera la somme
à payer par l'adhérent volontaire, ainsi que la modalité de paiement
et la date à laquelle le demandeur sera définitivement admis.

En cas de morcellement, les nouveaux propriétaires seront admis
d'office comme membres de l'association avec un droit proportionnel
aux superficies des terrains qu'ils détiennent à l'intérieur du péri-
mètre syndical et sous la seule condition qu'ils devront payer, le
cas échéant, les frais des travaux nécessités par le morcellement de
l'ancienne propriété.

ART. 13. — *Responsabilité des membres de l'association.* — Tous
les membres de l'association syndicale s'engagent à faire scrupuleu-
sément respecter par leurs employés européens et indigènes les droits
respectifs de leurs co-intéressés. Ils demeurent civilement responsables
des peines encourues par leurs subordonnés.

ART. 14. — *Surveillance.* — La surveillance des ouvrages faisant
l'objet de l'article 4 des statuts est placée directement sous l'autorité
du conseil syndical.

Rabat, le 28 mars 1933.

NORMANDIN.

ÉTAT PARCELLAIRE

ARTICLE	NOM DE LA PROPRIÉTÉ	NOM DU PROPRIÉTAIRE	NUMÉRO DES TITRES ET DES RÉQUISITIONS	SURFACES	NOMBRE DE VOIX ATTRIBUÉES	QUOTE-PART POUR UNE DÉPENSE SYNDICALE DE 1.000 FRANCS
1	Domaine de Kallous	Rharb et Klot	T. 2893	387 ha. 30 a.	25	FRANCS 63,529
2	Koudiat Sba	Société des domaines de	T. 3027	2.312 ha. 70 a.	30	379,354
3	Ferme du Segmet	Compagnie marocaine	T. 3025 T. 3026	3.293 ha. 06 a.	30	540,164
4	Domaine de Meknassen	Société des domaines de	T. 3026	103 ha. 35 a.	6	16,953
				6.096 ha. 41 a.	91	1.000,000

N.B. — La cotisation pour un hectare à une dépense de 1.000 francs est de : 0,164.031.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DE LA COLONISATION**

établissant la liste des experts officiels chargés, pour 1933,
de procéder aux contre-expertises en matière de répres-
sion des fraudes dans la vente des marchandises et des
falsifications des denrées alimentaires et des produits
agricoles.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE, DU
COMMERCE ET DE LA COLONISATION, Chevalier
de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 14 octobre 1914 (23 kaada 1332) sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 6 décembre 1928 (22 jomada II 1347) relatif à l'application du dahir susvisé du 14 octobre 1914 (23 kaada 1332) ;

Sur la proposition de l'inspecteur principal, chef de la répression des fraudes, et après avis du directeur du laboratoire officiel de chimie,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Les experts officiels à qui seront confiées, pour l'année 1933 et jusqu'à renouvellement, les contre-expertises prévues par les articles 21 et 23 de l'arrêté viziriel susvisé du 6 décembre 1928 (22 jomada II 1347), sont les suivants :

Vins

a) Vins du Bordelais et du Sud-Ouest de la France

M. Bruneau, chef de travaux à la station agronomique œnologique, cours Pasteur, à Bordeaux ;

M. Dubaquié, directeur de la station agronomique et œnologique, à Bordeaux ;

M. Filaudeau, inspecteur général du service de la répression des fraudes, directeur du laboratoire de recherches scientifiques du ministère de l'agriculture, 42 bis, rue de Bourgogne, Paris (7^e).

b) Vins du Sud et du Sud-Est de la France

M. Audouy, directeur du laboratoire municipal de Nîmes ;

M. Filaudeau, inspecteur général du service de la répression des fraudes, directeur du laboratoire central de recherches scientifiques, 42 bis, rue de Bourgogne, à Paris ;

M. Semichon, directeur de la station œnologique de l'Aude, à Narbonne ;

M. Vlaminck, chef du laboratoire du ministère des finances, à Bayonne.

c) Vins du Centre de l'Anjou, vins de coupage

M. Moreau, directeur de la station œnologique de l'Anjou, à Angers ;

M. Vinet, sous-directeur de la station œnologique de l'Anjou, à Angers ;

M. Filaudeau, inspecteur général du service de la répression des fraudes, directeur du laboratoire central de recherches scientifiques du ministère de l'agriculture, 42 bis, rue de Bourgogne, à Paris ;

M. Lemerle, directeur du laboratoire agricole de Maine-et-Loire, à Angers ;

M. Billon, directeur du laboratoire de la répression des fraudes, à Besançon.

d) Vins d'Espagne et d'Algérie

M. Filaudeau, inspecteur général du service de la répression des fraudes, directeur du laboratoire de recherches scientifiques du ministère de l'agriculture, 42 bis, rue de Bourgogne, à Paris ;

M. Rosset, directeur du laboratoire municipal de Rouen ;

M. Vlaminck, chef du laboratoire du ministère des finances, à Bayonne.

Vins mousseux

M. Filaudeau, inspecteur général du service de la répression des fraudes, directeur du laboratoire de recherches scientifiques du ministère de l'agriculture, 42 bis, rue de Bourgogne, à Paris ;

M. Ronnet, directeur du laboratoire municipal de Reims.

Eaux-de-vie et spiritueux

M. Bonis, directeur adjoint du laboratoire de recherches scientifiques du ministère de l'agriculture, 42 bis, rue de Bourgogne, à Paris ;

M. Marchadier, directeur du laboratoire municipal du Mans ;

M. Muttelet, chef de travaux du laboratoire des recherches scientifiques du ministère de l'agriculture, 42 bis, rue de Bourgogne, à Paris (7^e) ;

M. Sanarens, directeur du laboratoire municipal du Havre.

Laits et beurres

M. Coudon, chef du laboratoire de l'Institut national agronomique, 16, rue Claude-Bernard, à Paris ;

M. Rousseaux, directeur de la station agronomique de l'Yonne, à Auxerre ;

M. Vitoux, sous-directeur du laboratoire de recherches scientifiques du ministère de l'agriculture, 42 bis, rue de Bourgogne, à Paris ;

M. Billon, directeur du laboratoire de la répression des fraudes, à Besançon ;

M. Courtois, directeur du laboratoire municipal de Lyon.

Corps gras et savons

M. Margailan, directeur de l'Institut technique de la chambre de commerce, place Victor-Hugo, à Marseille ;

M. Vitoux, sous-directeur du laboratoire central de recherches scientifiques du ministère de l'agriculture, 42 bis, rue de Bourgogne, à Paris (7^e) ;

M. Courtois, directeur du laboratoire municipal de Lyon.

Essences et carburants

M. Filaudeau, inspecteur général du service de la répression des fraudes, directeur du laboratoire central de recherches scientifiques du ministère de l'agriculture, 42 bis, rue de Bourgogne, à Paris (7^e).

Farines

M. Gobert, chef de travaux au laboratoire central de recherches scientifiques du ministère de l'agriculture, 42 bis, rue de Bourgogne, à Paris.

M. Kling, directeur du laboratoire municipal de Paris.

Cacaos et chocolats, cafés et succédanés, épices, tourteaux

M. Dorchies, directeur du laboratoire municipal de Lille ;

M. Gobert, chef de travaux du laboratoire central de recherches scientifiques du ministère de l'agriculture, 42 bis, rue de Bourgogne, à Paris.

Engrais

M. Coudon, chef du laboratoire de l'Institut agronomique à Paris ;

M. Lemerle, directeur du laboratoire agricole de Maine-et-Loire, à Angers.

Dentrées diverses

M. Bonis, sous-directeur du laboratoire de recherches scientifiques du ministère de l'agriculture, 42 bis, rue de Bourgogne, à Paris (7^e) ;

M. Coudon, chef du laboratoire de l'Institut agronomique, à Paris ;

M. Lemerle, directeur du laboratoire agricole de Maine-et-Loire, à Angers.

Dentrées diverses

M. Bonis, sous-directeur du laboratoire de recherches scientifiques du ministère de l'agriculture, 42 bis, rue de Bourgogne, à Paris (7^e).

M. Coudon, chef du laboratoire de l'Institut national agronomique, 16, rue Claude-Bernard, à Paris ;

M. Courtois, directeur du laboratoire municipal de Lyon ;

M. Dorchies, directeur du laboratoire municipal de Lille ;

M. Filaudeau, inspecteur général du service de la répression des fraudes, directeur du laboratoire central de recherches scientifiques au ministère de l'agriculture, 42 bis, rue de Bourgogne, à Paris ;

M. Kling, directeur du laboratoire municipal de Paris ;

M. Meyer, directeur du laboratoire municipal de Toulouse ;

M. Sanarens, directeur du laboratoire municipal du Havre.

Produits pharmaceutiques

M. Fayolle, directeur du laboratoire de contrôle et d'essais des médicaments, 4, avenue de l'Observatoire, à Paris.

Conserves de viandes et de poissons

M. Nicolas, directeur de l'École vétérinaire d'Alfort (Seine) ;

M. Verge, professeur à l'École d'Alfort ;

M. Crétien, directeur du service de l'inspection vétérinaire (préfecture de police, à Paris).

Semences et aliments du bétail

M. Bussard, directeur de la station d'essais de semences, 4, rue Platon, à Paris ;

M. François Louis, docteur ès sciences, chef de travaux de la station d'essais de semences, à Paris ;

M. Brioux, directeur de la station agronomique de la Seine-Inférieure, 1, route de Caen, à Rouen (pour les aliments du bétail).

Produits résineux

M. Dupont, directeur technique de l'Institut du Pin, 20, cours Pasteur, à Bordeaux ;

M. Massy, pharmacien-commandant, hôpital Saint-Nicolas, à Bordeaux.

ARR. 2. — La présente liste est valable pour l'année 1933 et jusqu'à renouvellement.

Rabat, le 27 mars 1933.

P. le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation,

L'adjoint au directeur général,

R. DUPRÉ.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR DES EAUX ET FORÊTS
relatif à la destruction des lapins.**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES EAUX ET FORÊTS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 21 juillet 1923 (6 hija 1341) sur la police de la chasse et, notamment, son article 10 ;

Vu l'arrêté du 29 juin 1932 portant ouverture et fermeture de la chasse pendant la saison 1932-1933 ;

Vu les arrêtés des 29 décembre 1932, 1^{er} et 3 mars 1933 relatifs à la destruction des lapins, dans certaines zones où cet animal cause d'importants dommages aux récoltes,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 3 des arrêtés précités des 29 décembre 1932, 1^{er} et 3 mars 1933 est abrogé et remplacé par le suivant :

« Article 3. — Les lapins tués dans les conditions susvisées ne pourront être transportés, colportés ou mis en vente, que s'ils sont accompagnés d'un permis de colportage mentionnant leur nombre, leur origine et leur destination, ainsi que le nom du transporteur.

« Ce permis délivré par les autorités locales de contrôle, en vue d'un seul transport, devra être présenté à toute réquisition des agents chargés de la police de la chasse et de ceux chargés de la perception des droits de porte. »

Rabat, le 1^{er} avril 1933.

BOUDY.

NOMINATION

d'un commissaire du Gouvernement près le tribunal du pacha de Meknès.

Par dahir en date du 13 mars 1933 (17 kaada 1351), l'interprète-capitaine Faucher est chargé des fonctions de commissaire du Gouvernement chérifien près le tribunal du pacha de Meknès, à compter du 17 janvier 1933, en remplacement de l'interprète-commandant Renizio, appelé à d'autres fonctions.

**INSERTIONS LÉGALES, RÉGLEMENTAIRES
ET JUDICIAIRES.**

Par arrêté résidentiel du 28 mars 1933, le journal bi-mensuel *La Vie agricole au Maroc* a été autorisé à recevoir les insertions légales, réglementaires et judiciaires, dans les conditions fixées par l'article 3 de l'arrêté résidentiel du 13 mai 1922.

CRÉATION

d'un bureau de l'enregistrement et du timbre à Agadir.

Un bureau de l'enregistrement et du timbre est créé à Agadir, à compter du 1^{er} avril 1933.

Ce bureau sera chargé de l'enregistrement des actes des cadis d'Agadir, d'Agadir-banlieue, de Taroudant et de Tiznit, lorsqu'ils sont assujettis à la formalité, et de tous écrits sous seing privé présentés volontairement.

Il assurera la vente des papiers timbrés et vignettes fiscales.

CONCESSIONS DE PENSIONS CIVILES*Fonds spécial des pensions*

Par arrêté viziriel, en date du 1^{er} avril 1933, pris sur la proposition du directeur général des finances, sont concédées les pensions civiles ci-après :

M. Bonnet Charles-Michel-Alexandre, vérificateur principal des douanes et régies :

1^o Pension principale : 17.855 francs ;

2^o Pension complémentaire : 8.927 francs.

Jouissance du 27 décembre 1932.

Par arrêté viziriel, en date du 1^{er} avril 1933, pris sur la proposition du directeur général des finances, sont concédées les pensions civiles ci-après :

1^o Pension principale

Colas Laurent-Jean-Junius, contrôleur principal des domaines. Pension avec jouissance du 1^{er} avril 1933 : 34.327 francs.

Part du Maroc : 26.898 francs ;

Part de la Tunisie : 7.429 francs.

2^o Pension complémentaire

Colas Laurent-Jean-Junius, contrôleur principal des domaines. Pension avec jouissance du 1^{er} avril 1933 : 17.168 francs.

HOMOLOGATION

des élections des fonctionnaires chérifiens
membres de la commission de réforme.

Par arrêtés du secrétaire général du Protectorat, en date du 28 mars 1933, ont été proclamés élus délégués membres de la commission de réforme prévue à l'article 17 du dahir du 1^{er} mars 1930 sur les pensions civiles, les agents dont les noms suivent :

*Groupe du personnel**des secrétariats des juridictions françaises*

MM. Audrin, commis-greffier, et Baco, commis principal, délégués titulaires ;

MM. Boucoiran, commis-greffier, et Lapanne-Joinville, interprète, délégués suppléants.

Groupe du service du contrôle civil

Cadre technique actif : M. Mazoyer, contrôleur civil suppléant, délégué titulaire ;

Cadre administratif : MM. Charles, commis, et Signour, commis principal, délégués titulaires ;

MM. Pennavaire, commis principal, et Quessada, rédacteur des services extérieurs du contrôle civil, délégués suppléants ;

Cadre technique sédentaire : M. Eichène, interprète, délégué titulaire.

AUTORISATION D'ASSOCIATION

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 31 mars 1933, l'Association du personnel scientifique supérieur de l'Institut scientifique chérifien, dont le siège est à Rabat, a été autorisée.

**MOUVEMENTS DE PERSONNEL
DANS LES ADMINISTRATIONS DU PROTECTORAT****SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT**

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 28 mars 1933, sont promus, à compter du 1^{er} avril 1933 :

Sous-chef de bureau de 2^e classe

M. BUAHLON Adolphe, sous-chef de bureau de 3^e classe.

Rédacteurs de 1^{re} classe

MM. GULLAUMIN Jules et SOFTEUR Georges, rédacteurs de 2^e classe.

Dactylographe de 1^{re} classe

M^{me} BORDEAU Marguerite, dactylographe de 2^e classe.

Dactylographe de 5^e classe

M^{me} GUILLOT Hélène, dactylographe de 6^e classe.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 4 avril 1933, M. SABLAYROLLES Louis, rédacteur principal de 3^e classe au service de l'administration municipale, est promu sous-chef de bureau de 3^e classe, à compter du 1^{er} février 1933.

CONTROLE CIVIL

Par arrêtés du ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale, en date du 23 mars 1933, sont promus dans le personnel du service du contrôle civil, à compter du 1^{er} avril 1933.

Adjoint principal des affaires indigènes hors classe

M. DE DIANOUS DE LA PERROTINE Henri, adjoint principal des affaires indigènes de 1^{re} classe.

Rédacteur principal de 3^e classe des services extérieurs

M. FERRARI Antoine, rédacteur de 1^{re} classe des services extérieurs.

Commis principal hors classe

M. MARIANI Jules, commis principal de 1^{re} classe.

Commis de 2^e classe

M. CHARLES Georges, commis de 3^e classe.

DIRECTION DES SERVICES DE SÉCURITÉ

Par arrêté du directeur des services de sécurité, en date des 11, 13 et 23 février 1933, sont nommés :

(à compter du 1^{er} janvier 1933)

Commissaire hors classe (2^e échelon)

M. PALAZAT Camille, commissaire hors classe (3^e échelon).

Commissaire hors classe (3^e échelon)

M. LÉANDRI Antoine, commissaire de classe exceptionnelle.

Commissaire de 1^{re} classe

M. USANNAZ Maurice, commissaire de 2^e classe.

Inspecteur-chef de 1^{re} classe

M. FEDERICI Dominique, inspecteur-chef de 2^e classe.

Inspecteur hors classe (1^{er} échelon)

M. GANDILION Firmin, inspecteur de 1^{re} classe.

Gardiens de la paix de 1^{re} classe

MM. LIERITE Auguste et MASSON Albert, gardiens de la paix de 2^e classe.

Gardien de la paix de 2^e classe

M. ORPHIELIN François, gardien de la paix de 3^e classe.

Inspecteur ou gardiens de la paix de 3^e classe

MM. MAYNAUD André, GÉRONIMI Ours, CRAON Ernest, BONNET Henri, gardiens de la paix de 4^e classe, et BOUSIGUES Armand, inspecteur de 4^e classe.

CADRE MUSULMAN

Secrétaire-interprète de 4^e classe

M. AMAR BELKACEM, secrétaire-interprète de 5^e classe.

Inspecteur sous-chef hors classe (1^{er} échelon)

M. MOHAMED BEN AHMED BEN HADJ MOHAMED, inspecteur sous-chef de 1^{re} classe.

Inspecteurs ou gardien de la paix hors classe (2^e échelon)

MM. EMBAREK BEN LIASSEN et MOHAMED BEN MOUFFOK BEN AMAR, inspecteurs hors classe (1^{er} échelon), MOHAMED BEN TAIBI BEN MOKTAR, gardien de la paix hors classe (1^{er} échelon).

(à compter du 1^{er} février 1933)

Inspecteur principal de 1^{re} classe

M. BONNEMAISO Pierre, inspecteur principal de 2^e classe.

Inspecteur-chef de 2^e classe

M. SAISSET Augustin, inspecteur-chef de 3^e classe.

Secrétaire de 3^e classe

M. LAUGA Joseph, secrétaire de 4^e classe.

Gardien de la paix hors classe (1^{er} échelon)

M. FAGES François, gardien de la paix de 1^{re} classe.

Gardien de la paix de 2^e classe

M. CLOCHEY Eugène, gardien de la paix de 3^e classe.

Inspecteur ou gardiens de la paix de 3^e classe

MM. LEPEZEL André et LAFARGUE Yves, gardiens de la paix de 4^e classe, COLONNA Martin, inspecteur de 4^e classe.

CADRE MUSULMAN

Inspecteur ou gardien de la paix hors classe (1^{er} échelon)

MM. BOUDJEMAA BEN HASSAN EL HANGHAOUI, gardien de la paix de 1^{re} classe, et AOMAR BEN MOHAMED BEN LAZREG, inspecteur de 1^{re} classe.

Gardien de la paix de 3^e classe

MILOUD BEN TATER BEN HAMOU, gardien de la paix de 4^e classe.

Gardiens de la paix stagiaires

M. PAYEN René (emploi réservé);

(à compter du 1^{er} mars 1933)

MM. CASTEX Louis-André et LEFFÈVRE Jean-Marie-Marcel.

Sont titularisés et nommés à la 4^e classe de leur grade.

(à compter du 1^{er} octobre 1932)

MM. GANDILION Firmin et MOHAMED BEN RAHAL BEN MESSAOUD, inspecteurs stagiaires.

* * *

JUSTICE FRANÇAISE

SECRETARIATS DES JURIDICTIONS FRANÇAISES

Par arrêtés du procureur général près la cour d'appel, en date du 3 février 1933, sont promus, à compter du 1^{er} janvier 1933 :

Secrétaire de 1^{re} classe

M. GALVANI Jean, secrétaire de 2^e classe.

Commis de 2^e classe

M. MOKHEEF Abdelkader, commis de 3^e classe.

* * *

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Par arrêté du directeur général des finances, en date du 17 mars 1933, M. PILON Joseph, contrôleur de 2^e classe de comptabilité, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 1^{er} avril 1933.

Par arrêté du directeur général des finances, en date du 18 mars 1933, M. PEY René, contrôleur principal de 2^e classe, est nommé inspecteur de 1^{re} classe (1^{er} échelon) des impôts et contributions, à compter du 1^{er} janvier 1933.

Par arrêté du directeur général des finances, en date du 21 mars 1933, M. MORISOR Marie, contrôleur de 1^{re} classe de comptabilité, est promu à la 3^e classe du grade de contrôleur principal de comptabilité, à compter du 1^{er} janvier 1933.

Par arrêté du directeur général des finances, en date du 21 mars 1933, M. NOLOT Georges, inspecteur principal de 1^{re} classe de la comptabilité, est promu à la hors classe de son grade, à compter du 1^{er} avril 1933.

Par arrêté du directeur général des finances, en date du 21 mars 1933, M. COMBAUT Philippe, contrôleur de 1^{re} classe de comptabilité, est promu à la 3^e classe du grade de contrôleur principal de comptabilité, à compter du 1^{er} janvier 1933.

Par arrêté du directeur général des finances, en date du 21 mars 1933, M. BISGAMBICLIA Marc, contrôleur de 1^{re} classe de comptabilité, est promu à la 3^e classe du grade de contrôleur principal de comptabilité, à compter du 1^{er} janvier 1933.

Par arrêté du directeur général des finances, en date du 21 mars 1933, M. FABRE André, contrôleur de 1^{re} classe de comptabilité, est promu à la 3^e classe du grade de contrôleur principal de comptabilité, à compter du 1^{er} janvier 1933.

Par arrêté du directeur général des finances, en date du 21 mars 1933, M. KUNTZ Lucien, contrôleur de 2^e classe de comptabilité, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 1^{er} avril 1933.

Par arrêté du directeur général des finances, en date du 21 mars 1933, M. RIVES Norbert, contrôleur de 3^e classe de comptabilité, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 1^{er} avril 1933.

Par arrêté du directeur général des finances, en date du 21 mars 1933, M. RAULIN Jacques, commis de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 1^{er} mars 1933.

Par arrêté du directeur général des finances, en date du 13 mars 1933, M. ASSIER Maurice, collecteur de 2^e classe, est maintenu sur sa demande dans la position de disponibilité pour une nouvelle période d'une année, à compter du 16 mars 1933.

Par arrêté du chef du service du budget et du contrôle financier, en date du 21 mars 1933, M. FLORISSON René, commis de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1933.

Par arrêté du chef du service des perceptions et recettes municipales, en date du 16 février 1933, est acceptée, à compter du 1^{er} mars 1933, la démission de son emploi offerte par M. CASABON Joseph, collecteur principal de 3^e classe.

* * *

DIRECTION GÉNÉRALE DES TRAVAUX PUBLICS

Par arrêté du directeur général des travaux publics, en date du 13 mars 1933, sont promus :

(à compter du 1^{er} avril 1933)

Commis principaux hors classe

MM. DESMOUTINS François et GIORGETTI Dominique, commis principaux de 1^{re} classe.

Commis principaux de 2^e classe

MM. DELMAS Joseph, PINSON René, JACQUET Henri et ARCOUD Fernand, commis principaux de 3^e classe.

Commis de 2^e classe

M. EBERHARD Georges, commis de 3^e classe.

Ingénieur subdivisionnaire de 3^e classe

M. GUILLON Marcel, ingénieur subdivisionnaire de 4^e classe.

Ingénieurs subdivisionnaires de 4^e classe

MM. PIÉTRI Camille et AUMEUNER Pierre, ingénieurs adjoints de 1^{re} classe.

Conducteur principal de 4^e classe

M. ALDEGUÉ Achille, conducteur de 1^{re} classe.

Dessinateur-projeteur de 4^e classe

M. GUÉRY Jean, dessinateur-projeteur de 5^e classe.

Agent technique principal hors classe

M. BOUTHEC Pierre, agent technique principal de 1^{re} classe.

Agent technique de 2^e classe

M. MARQUIS René, agent technique de 3^e classe.

* * *

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DE LA COLONISATION

Par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 17 janvier 1933, M. POVERO Lucien, ancien boursier du Protectorat à l'École nationale vétérinaire d'Alfort, est nommé vétérinaire-inspecteur de l'élevage stagiaire, à compter du 1^{er} février 1933.

Par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 3 mars 1933, M. WÉRY-PROTAT Adolphe, inspecteur adjoint de l'agriculture de 5^e classe, est promu inspecteur adjoint de l'agriculture de 4^e classe, à compter du 1^{er} octobre 1932.

Par arrêtés du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 21 mars 1933, MM. CUSY Roger-Émile et FAVARD Marie-Joseph-Jean, conservateurs de 2^e classe, sont promus conservateurs de 1^{re} classe, à compter du 1^{er} janvier 1933.

DIRECTION DES EAUX ET FORÊTS

SERVICE TOPOGRAPHIQUE

Par arrêté du directeur, chef du service topographique, en date du 18 février 1933, MM. VILLARD Louis et SAVINEAU Albert, commis principaux de 2^e classe, sont promus commis principaux de 1^{re} classe, à compter du 1^{er} janvier 1933.

* * *

DIRECTION DE LA SANTÉ ET DE L'HYGIÈNE PUBLIQUES

Par arrêtés du directeur de la santé et de l'hygiène publiques, en date des 18 et 21 mars 1933, sont promus, à compter du 1^{er} avril 1933 :

Maître infirmier de 2^e classe

MOULAY IDRIS BEN MOKTAR, maître infirmier de 3^e classe.

Infirmiers de 3^e classe

AHMED BEN MOHAMED OUZZANI et MOHAMED BEN AHMED, infirmiers stagiaires.

PROMOTIONS

réalisées en application des dahirs des 27 décembre 1924, 8 mars et 7 avril 1928 attribuant aux agents des services publics des bonifications et majorations d'ancienneté au titre des services militaires accomplis par eux.

Par arrêtés du directeur des services de sécurité, en date des 11 et 13 février 1933, et en application des dahirs des 27 décembre 1924, 8 mars et 7 avril 1928, sont réalisés les reclassements suivants :

NOMS ET PRÉNOMS	GRADES ET CLASSES	DATE DE DÉPART DE L'ANCIENNETÉ dans la classe
MM. Gandilhon Firmin	Inspecteur de 1 ^{re} classe	16 mai 1930
Amara ben Messaoud ben Salah	Gardien de la paix hors classe (1 ^{er} échelon)	7 juillet 1930

Par arrêté du directeur des services de sécurité, en date du 23 février 1933, et en application des dispositions de l'article 9 de la loi du 26 décembre 1931 rendue applicable au Maroc par le dahir du 8 février 1932, sont réalisés les reclassements suivants :

NOMS ET PRÉNOMS	GRADES ET CLASSES	DATE DE DÉPART DE L'ANCIENNETÉ dans la classe
MM. Pulicani Augustin	Brigadier hors classe	13 octobre 1924
Fouesnel Armand	Expéditionnaire dactylographe de 5 ^e classe	1 ^{er} juin 1931
Sauvageot Ange	Brigadier hors classe	13 mai 1927
Acquaviva François	Gardien de la paix hors classe (2 ^e échelon)	1 ^{er} mars 1929
Peretti Pierre	id.	16 juillet 1919
Léoni Jean	id.	8 mars 1923
Toro Adolphe	Gardien de la paix de 1 ^{re} classe	1 ^{er} février 1931
Samlali Ali ben Ablès ben Ali	Secrétaire interprète de 5 ^e classe	1 ^{er} décembre 1931
Larbi ben Ahmed ben Salah	Gardien de la paix de 1 ^{re} classe	1 ^{er} octobre 1931
Mohamed ben Hamou ben Abbou	Gardien de la paix de 1 ^{re} classe	1 ^{er} avril 1930
Ali ben Atssa ben Hadj Moh	id.	1 ^{er} janvier 1932
Ahmed ben Ali ben Mohamed	Gardien de la paix hors classe (1 ^{er} échelon)	1 ^{er} octobre 1931

Par arrêté du directeur du service de l'enregistrement et du timbre, en date du 22 février 1933, et en application des dahirs des 27 décembre 1924, 8 mars et 18 avril 1928, M. TRUC Auguste, commis stagiaire de l'enregistrement, du 1^{er} août 1931, titularisé le 1^{er} août

1932, est reclassé en qualité de commis principal de 3^e classe du 1^{er} août 1931 (pour le traitement), avec ancienneté de 2 mois et 11 jours. Bonification 2 ans, majoration 4 ans 7 mois 24 jours (cote 30).

LISTE DES PERMIS DE PROSPECTION RAYÉS pour renonciation, non-paiement des redevances ou fin de validité.

N° du permis	TITULAIRE	CARTE
400	Compagnie métallurgique et minière franco-marocaine	Boujad (E.)
401	id.	id.
402	id.	id.
234	Dessalle	Rich (E.)
239	id.	id.
240	id.	id.
241	id.	id.
242	id.	id.
247	Dauge	Rich (E.)
248	id.	id.
249	id.	id.
255	id.	id.
256	id.	id.
806	Société des tréfleries et laminoirs du Havre	Ameskhoud (E.)
807	id.	id.
808	id.	id.
809	id.	id.
817	id.	id.
818	id.	id.
819	id.	id.
820	id.	id.
821	id.	id.
822	id.	id.
823	id.	id.
824	id.	id.
825	id.	id.
826	id.	id.
827	id.	id.
830	id.	id.
831	id.	id.
832	id.	id.
833	id.	id.
834	id.	id.
835	id.	id.
836	id.	id.
837	id.	id.
844	id.	id.
845	id.	id.
804	Dorée Marius	Ameskhoud (E.)
805	id.	id.
838	id.	id.
839	id.	id.
841	id.	id.
842	id.	id.
1385	Société des mines de Bou Arfa	Tamlett (O.)
1386	id.	id.
1387	id.	id.

Liste des permis de recherche accordés pendant le mois de mars 1933

N° du permis	DATE d'institution	TITULAIRE	CARTE au 1/200.000°	Désignation du point pivot	Repérage du centre du carré	Catégorie
458r	16 mars 1933	Van Leckwyck William, immeuble Decock, rue Paul-Tirard, Rabat	Boured (E.)	Angle sud de la djemâa de Sidi Mohamed bou Ziane.	800 ^m N.	II

Liste des permis de prospection accordés pendant le mois de mars 1933

N° du permis	DATE d'institution	TITULAIRE	CARTE au 1/200.000°	Désignation du point pivot	REPERAGE du centre du carré	Catégorie
1811	16 mars 1933	Société d'études et d'initiative pour la mise en valeur du Sous, immeuble C.T.M., 8r, route de Mazagan, Casablanca.	Alougoum (E.)	Tamdrost, angle nord-est de la maison des ouvriers.	7.800 ^m E.	II
1812	id.	id.	id.	id.	2.200 ^m S. et 4.000 ^m E.	II
1813	id.	id.	id.	id.	2.200 ^m S.	II
1814	id.	id.	id.	id.	1.200 ^m S. et 3.000 ^m O.	II
1815	id.	id.	id.	id.	1.200 ^m S. et 7.000 ^m O.	II
1816	id.	id.	id.	id.	2.800 ^m N. et 3.000 ^m O.	II
1817	id.	id.	id.	id.	2.800 ^m N. et 7.000 ^m O.	II
1818	id.	id.	id.	id.	id.	id.
1819	id.	id.	id.	id.	3.300 ^m N. et 2.400 ^m E.	II
1820	id.	id.	id.	id.	800 ^m S. et 5.900 ^m O.	II
1821	id.	id.	id.	id.	3.200 ^m N. et 1.600 ^m O.	II
1821	id.	id.	id.	id.	3.200 ^m N. et 5.600 ^m O.	II

LISTE DES PERMIS DE RECHERCHE RAYÉS pour renonciation, non-paiement des redevances ou fin de validité.

N° du permis	TITULAIRE	CARTE
3995	Spisse	Demnat (E.)
3996	id.	id.
4021	Bechara Fouad	Marrakech-sud (E.)
4022	Oléon	Casablanca (E.)
4024	id.	id.
4027	Virlogeux	Marrakech-nord (E.)
4028	id.	id.
4030	id.	Marrakech-nord (O.)
4031	Cormier	Marrakech-sud (O.)
4032	id.	id.
4041	Busset	Marrakech-nord (O.)
4044	Duboscq	Marrakech-nord (E.)
3053	Busset	Télouet (O.)

PARTIE NON OFFICIELLE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des impôts et contributions

Tertib et prestations de 1933

AVIS

Les contribuables européens ou assimilés sont avisés que, conformément aux dispositions de l'arrêté du directeur général des finances du 14 novembre 1930, les déclarations à souscrire en vue de l'établissement des rôles du tertib et de la taxe des prestations de 1933, doivent être déposées, contre récépissé, le 30 avril 1933 au plus tard, dans les bureaux des chefs civils ou militaires de chaque circonscription, des services municipaux, des perceptions ou du service central des impôts et contributions où des formules imprimées sont tenues à leur disposition.

Les cultures entreprises après le 30 avril doivent être déclarées dans les quinze jours qui suivront l'ensemencement.

Les déclarations des nationaux de puissances placées sous le régime des capitulations continueront à être reçues par le consulat de la nation intéressée où elles doivent être déposées dans les délais ci-dessus indiqués.

Les contribuables qui ne déposent pas leurs déclarations dans les délais légaux, sont passibles des pénalités instituées par l'article 9 du dahir du 10 mars 1915 (double ou triple taxe).

SERVICE DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE, DU TRAVAIL ET DE L'ASSISTANCE

Office marocain de la main-d'œuvre

Semaine du 20 au 26 mars 1933

A. — STATISTIQUE DES OPERATIONS DE PLACEMENT

VILLES	PLACEMENTS RÉALISÉS					DEMANDES D'EMPLOI NON SATISFAITES					OFFRES D'EMPLOI NON SATISFAITES				
	HOMMES		FEMMES		TOTAL	HOMMES		FEMMES		TOTAL	HOMMES		FEMMES		TOTAL
	Non-Marocains	Marocains	Non-Marocains	Marocains		Non-Marocains	Marocains	Non-Marocains	Marocains		Non-Marocains	Marocains	Non-Marocains	Marocains	
Casablanca	19	21	15	37	92	72	»	1	»	73	2	»	17	4	23
Fès.....	8	167	2	5	182	17	144	5	3	169	»	2	1	1	4
Marrakech.....	2	4	3	4	13	5	30	1	3	39	»	»	»	»	»
Meknès.....	5	1	2	»	8	4	4	»	1	9	»	»	»	»	»
Oujda.....	»	23	2	3	28	5	4	1	»	10	»	»	»	»	»
Rabat.....	1	5	»	5	11	25	4	4	»	33	»	»	»	»	»
TOTAUX	35	221	24	54	334	128	186	12	7	333	2	2	18	5	27

B. — STATISTIQUE DES DEMANDES D'EMPLOI PAR NATIONALITÉ

VILLES	Citoyens français	Sujets français	Marocains	Anglais	Belges	Espagnols	Italiens	Portugais	Russes	Tchécoslovaques	Divers	TOTAL
Casablanca.....	71	»	58	»	»	19	13	2	1	1	»	165
Fès.....	15	»	318	4	»	5	»	2	»	»	»	344
Marrakech.....	3	1	35	»	»	»	1	»	»	1	»	41
Meknès.....	5	»	10	»	»	1	4	»	»	»	»	20
Oujda.....	6	»	27	»	»	»	»	»	»	»	»	33
Rabat.....	24	»	14	»	1	1	1	1	»	»	2	44
TOTAUX	124	1	462	4	1	26	19	5	1	2	2	647

—ÉTAT DU MARCHÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Pendant la semaine du 20 au 26 mars, les bureaux de placement ont réalisé dans l'ensemble un nombre de placements inférieur à celui de la semaine précédente (334 au lieu de 442).

Il ressort du tableau ci-joint que le nombre des demandes d'emploi non satisfaites est supérieur à celui de la semaine précédente (333 contre 278) alors que celui des offres d'emploi non satisfaites est inférieur (27 contre 68).

A Casablanca, la disproportion entre les demandes et les offres d'emploi s'accroît de plus en plus. Les ouvriers électriciens qui, jusqu'à ce jour, avaient échappé à la crise de chômage sont atteints à leur tour. On signale, en outre, une aggravation du chômage dans les professions libérales.

A Fès, la situation du marché du travail n'a subi aucun changement.

A Marrakech, le nombre des demandes d'emploi est en augmentation sensible sur celui de la semaine précédente. La population indigène paraît de plus en plus touchée par la crise actuelle.

A Meknès, la majorité des demandes d'emploi émanant d'Européens ont été formulées par des ouvriers venant des régions de Fès

et Taza. Aucun changement n'est signalé dans la situation du marché du travail.

A Oujda, les demandes d'emploi concernant les travaux de terrassements et les services domestiques ont pu être satisfaites. On signale, cependant, un arrêt momentané de la construction.

A Rabat, on enregistre une diminution des opérations de placement par rapport à la semaine précédente.

Assistance aux chômeurs

Pendant la période du 21 au 27 mars inclus, il a été distribué au fourneau économique par la Société française de bienfaisance de Casablanca 1.290 repas. La moyenne quotidienne des repas servis a été de 184 pour 90 chômeurs et leur famille. En outre, une moyenne quotidienne de 65 chômeurs a été hébergée à l'asile de nuit. D'autre part, la région des Chaouïa a distribué au cours de cette semaine 7.750 rations complètes et 2.565 rations de pain et de viande. La moyenne quotidienne des rations complètes a été de 1.107 pour 311 chômeurs et leur famille et celle des rations de pain et de viande a été de 366 pour 129 chômeurs et leur famille.

A Fès, une moyenne quotidienne de 50 repas a été distribuée aux chômeurs européens et 300 rations de soupe ont été journellement

distribuées aux chômeurs indigènes. En outre, 25 Européens et 190 chômeurs indigènes sont journellement hébergés à l'asile de nuit.

A Mcknès, le chantier spécial ouvert par la municipalité occupe 38 ouvriers se répartissant ainsi : 11 Français, 8 sujets français, 1 Allemand, 1 Grec, 13 Espagnols, 2 Italiens et 2 Portugais.

A Rabat, il a été distribué 1.957 repas aux chômeurs ; en outre, une moyenne quotidienne de 24 chômeurs européens et 36 chômeurs indigènes ont été hébergés à l'asile de nuit.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

PRESTATIONS

Bureau de Ben Ahmed

Les contribuables du caïdat des Oulad M'Rah sont informés que le rôle des prestations des indigènes non sédentaires, pour l'année 1933, est mis en recouvrement à la date du 3 avril 1933.

Rabat, le 28 mars 1933.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Bureau de Khémisset

Les contribuables des caïdats Kotbiine et M'Zeurfa sont informés que le rôle des prestations des indigènes non sédentaires, pour l'année 1933, est mis en recouvrement à la date du 3 avril 1933.

Rabat, le 28 mars 1933.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Bureau de Petitjean

Les contribuables du caïdat des Zirara sont informés que le rôle des prestations des indigènes non sédentaires, pour l'année 1933, est mis en recouvrement à la date du 3 avril 1933.

Rabat, le 28 mars 1933.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Bureau de Tissa

Les contribuables du caïdat des Oulad Riab sont informés que le rôle des prestations des indigènes non sédentaires, pour l'année 1933, est mis en recouvrement à la date du 3 avril 1933.

Rabat, le 28 mars 1933.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

Bureau de Taza-banlieue

Les contribuables du caïdat des Ghiata de l'ouest sont informés que le rôle des prestations des indigènes non sédentaires, pour l'année 1933, est mis en recouvrement à la date du 3 avril 1933.

Rabat, le 28 mars 1933.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

La 201 PEUGEOT

est la voiture la

plus économique

à l'achat et à

l'entretien et de

plus... elle est

FRANÇAISE !

RABAT. — IMPRIMERIE OFFICIELLE.

LE MAGHREB IMMOBILIER
CH. QUIGNOLOT

Téléphone 29.00. — 9, Avenue Dar-el-Maghzen. — Rabat.

Vous prie de le consulter pour toutes transactions immobilières, commerciales, agricoles,
prêts hypothécaires, topographie, lotissements.